

Penser la Grèce et l'Europe

(Cinq analyses de Frédéric Lordon)

Thucydides voted NO (Οὐ)

« οὐκ ἀξιῶν... »

“I refuse...”

Historiae 2, 89

Frédéric Lordon

La pompe à phynance

Les blogs du Diplo

L'alternative de Syriza : passer sous la table ou la renverser

lundi 19 janvier 2015, par Frédéric Lordon

106 commentaires

Ce dimanche 25 janvier ont lieu en Grèce des élections législatives qui pourraient s'avérer historiques : Syriza, la coalition de gauche d'Alexis Tsipras, est en tête des sondages. Mais pour Frédéric Lordon, l'étau allemand et les inconséquences de la formation grecque condamnent celle-ci à des acrobaties douloureuses...

Il y a maintenant longtemps que l'Europe s'est enfermée elle-même dans la nasse constitutionnelle des traités libéraux, d'où elle n'a plus laissé que deux voies de sortie, et deux seulement : 1) l'effondrement financier de la construction sous le poids de ses contradictions internes, ou bien 2) un accident politique qui renverse la table. La première issue ayant été – temporairement – enrayée par l'annonce du programme OMT de la Banque centrale européenne (BCE) [1], il ne reste que la seconde, raison qui conduit le grand parti institutionnel-européiste à regarder la démocratie, non comme un état normal de la vie politique, mais comme une source permanente de menaces, dont l'étouffement justifie tous les moyens.

De ce point de vue, il faut louer la persévérance dans l'être de la Corée du nord qui offre aux Européens l'inaltérable moyen de se rassurer quant à leurs créances démocratiques, et font passer pour telles que le président de la Commission déclare avoir une nette préférence pour « retrouver des visages connus » à l'issue du scrutin législatif grec, et que le commissaire Moscovici se fende d'une visite sur place pour encourager, à défaut du bien-vivre, le bien-voter, toutes ingérences qui disent assez la considération que les institutions européennes portent à la souveraineté des peuples.

Sans questionner davantage la solidité réelle du verrou tiré à la voie 1 (l'OMT), se peut-il que le degré de confiscation des institutions politiques dans à peu près tous les pays laisse la moindre chance à la voie 2 – hors bien sûr d'un soulèvement en bonne et due forme ? L'expérience Syriza, si tant est qu'elle ait lieu, nous donnera rapidement une réponse. On ne peut pas dire que les choses se présentent idéalement pour Tsipras. C'est que l'Allemagne, très consciente du danger, a par anticipation savonné la planche en déclarant que la sortie de la Grèce est une éventualité à laquelle la zone euro pouvait désormais très bien

faire face, manière de fixer d'emblée les termes du rapport de force qui ne manquera pas de se former dès qu'un gouvernement Syriza en place fera connaître ses intentions de renégociation.

« La CDU » et « l'égoïsme »,
ou l'asile de la cécité
européiste

C'est en général le mauvais moment à passer pour le commentariat européeniste, désespéré de cette obstination dans la rigidité qui finit – il s'en rend bien compte – par fabriquer une Europe à sale gueule, et qui, pour contenir son accablement, n'a trouvé que la double ressource de mettre la chose au compte de la CDU [2] (« ça n'est pas l'Allemagne, c'est la droite allemande »), ou bien à celui des « égoïsmes » (« les Allemands ne veulent pas payer pour les autres »).

Evidemment la double ressource est une double erreur, comme suffit d'abord à le faire apercevoir l'adhésion zélée aux principes de l'Europe libérale de la « gauche » française, et en fait de toutes les gauches de droite européennes, équivalents fonctionnels du SPD [3], lui-même aussi droitier qu'elles toutes. Mais comme l'atteste également la permanence de l'indigent réflexe « intellectuel » qui retourne systématiquement à l'explication morale des choses, ou à l'explication des choses par la morale, en l'occurrence l'« égoïsme », quand évidemment la « solidarité » réglerait tous nos problèmes – misère d'une construction politique qui n'a plus que le recours de la vertu pour espérer contenir ses tares congénitales.

Or rien, dans cette affaire allemande, n'a à voir ni avec la « droite » ni avec l'« égoïsme », et tout avec la défense de principes – qui n'ont rien de moraux. Des principes monétaires, inscrit dans une croyance collective, transpartisane, formée à l'épreuve du trauma de l'hyperinflation de 1923, conçue, à tort ou à raison – en l'occurrence à tort –, comme l'antichambre du désastre maximal, le nazisme.

Il reste que, dans les négociations à répétition avec la Grèce, il y va moins, pour l'Allemagne, de « payer » ou de « ne pas payer », que de maintenir des principes d'orthodoxie – équilibre budgétaire, indépendance absolue de la banque centrale, interdiction de tout financement monétaire des déficits – dont elle s'est fait une constitution économique, une identité nationale de remplacement, un rempart imaginaire contre le chaos social, et la condition sine qua non de sa participation à la monnaie unique. Perdre des milliards d'euros, l'Allemagne y consentirait sans ciller si d'aventure l'abandon par l'Europe des impératifs monétaires catégoriques qu'elle lui a imposés jusqu'ici la déterminait à sortir –

elle ! – de l'euro, au prix d'une réappréciation du néo-mark qui torpillerait ses surplus commerciaux. Mais plutôt ça, que transgresser. Et plutôt seule avec ses principes que mal accompagnée par des irresponsables.

Merkel bluffe-t-elle ? – non

Comme souvent, la sauvegarde des valeurs les plus sacrées s'accomplit au travers des manœuvres les plus troubles. Il n'échappe à personne, spécialement depuis les déclarations d'Angela Merkel, qu'un grand jeu de poker est en train de se mettre en place, avec stratégies de pré-intimidation et construction avancée du rapport de force. Au poker, comme on sait, tout l'art est dans l'appréciation du bluff. Merkel bluffe-t-elle ?

Il y a de quoi se poser la question quand on sait les angoisses qui ont entouré en 2012 l'éventualité d'une sortie de la Grèce. Les choses ont-elles changé depuis qui donneraient quelque nouveau crédit à l'apparente légèreté allemande quant à cette perspective ? En fait oui, et pour une raison essentielle : la restructuration de la dette grecque de 2012, telle qu'elle a eu pour effet, après digestion du haircut par les créanciers privés [4], de remettre la plus grande part des titres grecs aux mains des créanciers publics – l'Union européenne (UE), le Mécanisme européen de stabilité (MES), le Fond monétaire international (FMI) et la BCE détenant ensemble 254 milliards d'euros [5] contre 44 au secteur privé. Or les craintes qu'inspirait le scénario d'une sortie de la Grèce avait essentiellement partie liée avec la réactivation d'un risque de système en cas de défaut sur une dette à l'époque de 360 milliards d'euros, mais surtout détenue à presque 85 % par les investisseurs privés. Le fait même de la restructuration aura montré que cette crainte était probablement surestimée, puisque la sphère des créanciers privés aura absorbé des pertes entre 50 % et 70 % de valeur nominale sans dommage apparent. A fortiori maintenant le risque systémique n'est-il plus sur la table – « on peut y aller » conclut l'Allemagne, qui n'a jamais cessé de penser à ses banques dans toute cette affaire [6].

Si les effets collatéraux proprement financiers d'une sortie-défaut semblent assez contrôlables, qu'en est-il cependant des effets collatéraux politiques – alias la contagion ? Car il est bien certain que la sortie d'un pays aurait l'effet d'un coup de tonnerre, aux fortes propriétés d'émulation. Spécialement au Portugal et en Espagne, où des élections législatives doivent se tenir respectivement en novembre et décembre. Mais où en seront les effets d'émulation à ce moment précis ? Probablement pas à leur meilleur, c'est à craindre. Car il faut avoir l'honnêteté de reconnaître qu'entre difficultés logistiques de la réinstallation de

la drachme, imperfections de la mise en place des contrôles de capitaux, superdévaluation de fait, immédiateté de l'inflation importée, temps de réponse des exportations, etc., un processus de sortie-défaut commencera par une phase passablement chaotique, dont la stabilisation, puis la matérialisation des bénéfices, demanderont au moins douze et plus probablement dix-huit mois. Fin 2015, ce sera le fond du creux – soit la plus mauvaise image possible à offrir pour une stratégie de sortie de l'euro, et un caviar pour les « on vous l'avait bien dit » européistes.

N'y a-t-il pas cependant un coin à enfoncer dans le gambit allemand, tout de même marqué par une fameuse contradiction ? Car l'Allemagne déclare par avance s'opposer à toute restructuration de la dette détenue par les créanciers publics si la Grèce reste... mais n'aurait plus qu'à se passer le papier grec en tisane si jamais elle sortait. Annoncer que la moindre perte est intolérable avant, pour consentir – de fait – à tout perdre après, signale au minimum une logique un peu branlante. Et moyennement crédible. Il n'y a là cependant de contradiction qu'au regard d'une logique incomplète, car il faut dire à nouveau que l'Allemagne est moins près de ses sous qu'elle n'est près de ses principes. Refuser de concéder en matière de dette grecque n'a pas à voir avec un égoïsme qui veut faire des économies, mais avec la sauvegarde d'un dogme monétaire – celui que l'Allemagne a imposé à l'Europe monétaire, dont le rigoureux maintien est la condition de sa propre participation, et pour lequel elle est prête à payer des milliards.

La « négociation », ou la certitude du dessous

Dans ces conditions, disons tout de suite que, pour Syriza, le gosse se présente par le siège. Il est vrai que le parti de Tsipras s'est lui-même mis dans un mauvais cas, à soutenir, avec la plus complète inconséquence, et son projet de revenir sur le mémorandum, et son désir de rester dans l'euro. Il y avait là une contradiction que son aile gauche, incarnée par des économistes comme Stathis Kouvelakis, n'avait pas manqué de relever, et depuis quelque temps déjà : la marge des accommodements avec l'Euro-Allemagne sur la dette grecque a été épuisée avec la restructuration imposée aux créanciers privés, imaginer qu'elle pourrait être étendue aux créanciers publics, a fortiori quand on compte parmi ceux-ci la BCE, tient maintenant du rêve éveillé.

L'alternative pour Syriza est donc des plus simples : plier ou tout envoyer paître. Mais il n'y aura pas de tiers terme. Et si Tsipras imagine qu'il pourra rester dans l'euro et obtenir davantage que des cacahuètes, il se raconte des histoires. Sans

doute pourra-t-on compter sur le commentariat européiste pour nous faire paraître les pistaches de gigantesques avancées, peut-être même des victoires triomphales, en tout cas la démonstration en acte de la formidable flexibilité des institutions européennes. La vérité c'est que Tsipras ne dépassera pas le stade de l'apéro, et plutôt bon marché, car l'Euro-Allemagne ne cèdera rien de significatif – demanderait-il davantage que Merkel lui montrerait aussitôt la porte.

“Lire Alexis Tsipras, « [“Notre solution pour l'Europe” \[http://www.monde-diplomatique.fr/2013/02/TSIPRAS/48724\]](http://www.monde-diplomatique.fr/2013/02/TSIPRAS/48724) », Le Monde diplomatique, février 2013.” Mais que veut Tsipras exactement ? Tendanciellement de moins en moins, semble-t-il. En deux ans, Syriza est passé d'une remise à plat complète du mémorandum à un très raisonnable rééchelonnement de la dette détenue par les créanciers publics. Il est certain qu'à ce degré d'affadissement, pour ne pas dire de renonciation, les contradictions sont moins aiguës... Il ne l'est pas moins que toute entreprise de délestage réel de la dette, et d'affranchissement de la camisole de force des politiques économiques, conduirait à une éjection de fait de la zone euro, dont on remarquera qu'il n'est nul besoin d'un article (en l'occurrence manquant) des traités européens pour y procéder, ainsi que le cas chypriote a commencé d'en faire la démonstration : il suffit à la BCE de mettre le système bancaire grec sous embargo – concrètement : de lui interdire l'accès au refinancement – pour lui faire connaître dans les 24 heures une tension d'illiquidité telle que la reconstitution en urgence d'une banque centrale nationale est le seul moyen de le sauver de l'effondrement complet. Laquelle reconstitution équivaut à celle d'une monnaie nationale, puisqu'il ne saurait être question que la BCE reconnaisse comme euros des émissions monétaires en provenance de sources autonomes, situées hors de son contrôle. Les banques grecques pourraient être assez vite réintégrées dans le réseau international des paiements interbancaires, tout ce qui vient d'elles cependant étant compté comme drachmes, le cas échéant à un taux de change de un pour un à l'instant $t = 0$ – en attendant la dégringolade qui ne manquerait pas de se produire.

Le chemin rectiligne de la normalisation à la désillusion

Ce sera donc l'euro et la camisole, ou bien aucun des deux. Or rien ne semble préparer à ce second terme de l'alternative si l'on considère et la dérive politique de Syriza et le prétexte que lui donnent des sondages assurant que la population grecque demeure très attachée à la monnaie unique – et pour cause : Syriza, dérivant, a de fait abandonné de produire l'effort requis pour ancrer l'abandon de l'euro dans l'opinion comme une option possible, conformément par exemple

à une stratégie d'affrontement gradué, au bout de laquelle l'arme ultime de la sortie est indiquée comme fermement intégrée à l'arsenal d'ensemble.

Mais l'on n'en revient pas de ces abandons successifs qui ont conduit un mouvement prometteur à une normalisation si rapide. Et le condamnent à brève échéance à de douloureuses désillusions : car il faut avoir un gros moral pour imaginer que de simples opérations de rééchelonnement, à politique économique globalement invariante, pourrait avoir quelque effet significatif sur l'économie grecque, dont on rappellera tout de même qu'elle a perdu 20 % de PIB depuis 2010 – soit un score qui qualifie pour les annales de la Grande Dépression façon Etats-Unis années 30, mais sans New Deal pour en sortir.

On n'en revient pas, donc, mais en fait, si, on en revient très bien. Car il n'y a là rien d'autre que l'effet écrasant des institutions du parlementarisme, dont le jeu réglé condamne irrésistiblement les disrupteurs politiques, soudainement magnétisés par l'objectif électoral, à nécessairement trahir tout ce qui a fait leur entrée en scène fracassante en infléchissant leur course vers le centre, à la manière dont Syriza a entrepris de récupérer les troupes atomisées du Pasok – un destin que Podemos connaîtra à son tour, à n'en pas douter (mais c'est en réalité déjà fait).

Après deux ans d'édulcoration déjà si prononcée, ne serait-il pas de l'ordre du miracle politique que Syriza ait la ressource interne d'en revenir à sa radicalité première pour envisager à nouveau une sortie de l'euro au cas – probable – où la renégociation du mémorandum ne livrerait que des queues de cerise ? La politique n'étant pas exactement le lieu d'élection du miracle, l'écrasement sous le poids des institutions européennes et du parlementarisme national réunis, et l'abandon de fait de toute ambition d'en finir avec la camisole néolibérale, sont bien le résultat prévisible de cette chronique d'une normalisation annoncée. Rude – mais salutaire – leçon de choses pour tous les partis de la (vraie) gauche européenne qui, à l'image du Front de gauche, n'en finissent pas de tourner autour du pot – s'ils tournent encore... – pour se perdre dans le rêve d'une « transformation de l'euro de l'intérieur », cette chimère dont Syriza leur montrera bientôt et l'inanité et le coût politique.

La réaction européiste,
entre le bâton et la
carotte

En vérité, la leçon sera, à terme, cuisante pour tout le monde. Car un gouvernement Syriza déconfit et ramené à une austérité à peine adoucie, sera moins la preuve en acte de la qualité des compromis européens que celle de ce que la zone euro est une taule qui ne connaît pas les remises de peine. C'est pourquoi l'européisme, lui aussi, va devoir s'employer pour rattraper les dégâts, selon deux lignes prévisibles, la première, celle des intégristes, qui, déterminés à

ne jamais rien céder sur rien, se mettront en devoir de justifier que les demandes grecques étaient « économiquement » impossibles à satisfaire ; la seconde, celle des ébranlés, dans l'esprit desquels les quatre années écoulées ont fini par faire passer l'ombre d'un doute, et qui se mettent déjà le cervelet au court-bouillon pour tenter de sauver leur belle Europe, moyennant un nouveau tour de manège constitutionnel.

“Lire « [Quand l'austérité tue \[http://www.monde-diplomatique.fr/2014/10/BASU/50879\]](http://www.monde-diplomatique.fr/2014/10/BASU/50879) », Le Monde diplomatique, octobre 2014.” D'une certaine manière, c'est l'intégrisme qui a la vie facile. La décision de se tenir à la croyance quoi qu'il arrive simplifie la réflexion, et ne demande que de trouver des chevilles pour accommoder les éventuels « défauts ». Ici l'intégrisme dira : parmi les créanciers publics, le plus précieux, le plus vulnérable, le plus délicat, c'est la BCE. Annuler la dette grecque, c'est prendre le risque de la mettre en perte, et condamner les Etats-membres, c'est-à-dire – ici néon – le contribuable, à devoir la recapitaliser.

On notera d'abord la faible consistance de l'argument qui, parmi les créanciers publics, fait grand cas des pertes de la BCE mais fort peu de celles du MES et de l'UE elle-même (27,7 milliards d'euros d'un côté contre 141 milliards d'euros + 53 milliards d'euros de l'autre pourtant). Mais c'est que dans « banque centrale », il y a « banque », qui permet de faire jouer toutes les associations d'idées avec la crise financière de 2007-2008, comme si la BCE était une sorte de Lehman Brothers en plus gros. « La faillite d'une banque » (de plus), et le spectre à nouveau du « grand effondrement », voilà l'épouvantail agité par les demi-habiles du monétarisme européen.

A l'opposé exact de leurs vaticinations cependant, de toutes les « banques » (et en fait de toutes les entités économiques), la banque centrale est la seule pour laquelle la prise de perte est d'une totale innocuité, en tout cas la faillite une catégorie entièrement dénuée de sens, et ceci pour cette simple raison que la faillite est un état d'illiquidité... que la banque centrale ne peut connaître puisqu'elle est, elle-même, la source de toute liquidité ! La banque centrale crée la liquidité. Elle la crée *ex nihilo*, par une opération qui n'a rien de magique, mais exprime une croyance collective en l'acceptabilité du signe monétaire comme équivalent général, inscrite dans des institutions particulières (qui, par ailleurs, se distinguent par leurs propriétés à reproduire plus ou moins bien cette croyance). Instance ultime de la liquidité, sommet de la pyramide du refinancement, au-delà duquel il n'y a plus rien – oui, c'est un peu vertigineux pour certains esprits innocents –, la banque centrale n'a pas à être elle-même « refinancée » ou recapitalisée, contresens conceptuel qui témoigne d'une incompréhension profonde des mécanismes monétaires : la banque centrale, si besoin est, apure ses propres pertes et s'autorecapitalise par création monétaire pour ainsi dire *pro domo*.

Comme souvent cependant, au voisinage immédiat des demeurés, il y a les cyniques – et les idéologues. Ceux-ci savent très bien que la banque centrale peut combler ses pertes par ses propres moyens de création monétaire, mais ils ne le veulent pas – essence même du dogme monétariste qui regarde toute création monétaire « anormale » comme un fléau en cours de formation. Mais qu'est-ce que l'« anormalité » en cette matière ? A cette question, le monétarisme appliqué répond invariablement : tout ce qui excède les besoins de refinancement des banques privées, et notamment tout ce qui pourrait constituer une opération plus ou moins médiante de soutien aux Etats – en quoi consisterait indiscutablement une annulation de la dette grecque inscrite à l'actif de la BCE.

Voilà pourquoi, en passant, le monétarisme se soucie bien moins des pertes du MES que de celles de la

BCE en dépit de leurs ordres de grandeur comparés. Les premières sont des pertes sèches pour les Etats-membres, et ceux-ci devront les combler par de nouvelles ressources financières, prélevées ou empruntées – et ça leur coûtera. Les secondes relèvent d'une pure opération de monétisation, qui plus est à destination d'un Etat (grec) – de celles qui appellent le pieu en bois.

En tout cas, la théorie dite « quantitative » [7] ignore ici étrangement toutes les considérations de quantité pour ne répondre en fait qu'à des critères qualitatifs. Que le programme LTRO de la BCE [8] ensevelisse les banques privées européennes sous mille milliards d'euros à des taux proches de zéro et pour des échéances tout à fait hors des standards habituels de la politique monétaire, la chose est déclarée parfaitement « normale ». Que l'Etat grec se voie offrir une remise de dette de 27 milliards d'euros par la BCE, c'est le commencement d'un laxisme aussitôt affublé par les médias de l'étiquette « planche à billets », elle-même annonciatrice de la remise en circulation des brouettes pour aller acheter le pain.

Les eurobonds, ou la politique du plombier

Quoiqu'il ne soit jamais si visible qu'en ces situations très concrètes où le maniement à géométrie variable des mêmes arguments apparaît dans toute sa splendeur, l'entravement de la puissance publique est l'omniprésent non-dit de la construction européenne, dont les articles de traité ne donnent qu'une expression technique, affadie et méconnaissable comme telle. De l'interdiction des aides d'Etat à la fermeture de tous les degrés de liberté de la politique économique, l'impotence de la puissance publique, pour mieux dégager la piste aux puissances privées, est pourtant méthodiquement organisée. C'est le genre

de chose qu'à l'inverse des « intégristes » – dont c'est le projet même ! –, les « ébranlés » peinent un peu à voir. Il est vrai que munis de la prémisse que l'Europe est par essence destinée au bien, c'est presque tout leur champ de vision qui pendant des décennies n'a été qu'une gigantesque tache aveugle. Aussi, passé le moment sans doute un peu tardif de l'ébranlement, se mettent-ils précipitamment en devoir de rafistoler le bouzin, avec malheureusement pour seul viatique intellectuel une idée de la politique qui oscille entre une vision de plombier et celle, plus enfantine, de l'ardoise magique.

En suivant d'abord leur ligne de plus grande pente, celle du bricolage technique, comme si quelques nouvelles tubulures financières pouvaient apporter de réelles solutions à des problèmes fondamentalement politiques. Le désastre de la monnaie unique était déjà un pur produit de cette forme de pensée, mais peu importe, c'est sans doute qu'« on n'était pas allé assez loin ». Si la monnaie unique est un peu branlottante, ce serait d'avoir oublié de la compléter de la dette unique. Et toujours pas un pour s'aviser que l'élément manquant n'est pas à chercher dans quelque introuvable instrument miraculeux de la politique monétaire ou financière, les eurobonds ou autre chose, mais dans une authentique communauté politique, pour encore longtemps manquante. Et faute de laquelle toute mise en commun des instruments techniques, loin de faire faire quelque progrès, n'a pas d'autre effet que d'approfondir la crise politique chronique, symptôme par excellence de la malfaçon européenne.

Cette crise politique est une crise de la souveraineté, crise de la soustraction à la délibération démocratique de la politique économique, réduite à une automatique asservie à des valeurs-consignes déposées dans les traités. Dans ces conditions le rapport des institutions européennes aux Etat-membres ne peut être qu'un rapport de surveillance. Et de mise sous tutelle quand les écarts de trajectoire passent un seuil critique. C'est cette logique que la mutualisation de la dette, solution fétiche des ingénieurs-économistes dépourvus de toute vision politique, va porter à un degré inouï. Car, à supposer même que l'Allemagne donne son aval à des eurobonds (auxquels, en première instance, elle a tout à perdre), ce ne pourrait être qu'à la contrepartie d'un dispositif de surveillance sans précédent dès lors que s'établit un mécanisme très formel de garantie solidaire.

Peut-on imaginer que l'Allemagne (et pas seulement elle d'ailleurs) consentirait à apposer sa signature sur des papiers émis solidairement par la Grèce, l'Espagne, le Portugal... et même la France, sans s'assurer de l'absolue rectitude de leurs politiques économiques, c'est-à-dire de leur absolue soumission à des règles draconiennes qui donneront rétrospectivement à celles d'aujourd'hui des airs de camp de vacances. Ce sont donc tous les caractères présents de la

monnaie unique que les eurobonds viendraient accuser, et notamment celui de la déposition pure et simple de souveraineté, la moindre entorse par un Etat-membre donnant lieu à une prise des commandes en direct de sa politique économique par les instances européennes, soit une forme de troïkation aggravée, désormais établie comme institution permanente de l'Union – et il faut avoir de sérieuses propensions au rêve éveillé pour voir dans cette nouvelle configuration du knout une formidable avancée.

L'ardoise magique de l'« avancée démocratique »

Mais la propension au rêve n'est pas ce qui fait défaut à l'europhobie ébranlée. « Seule une refondation démocratique de l'Europe permettrait de mener des politiques de progrès social » déclare ainsi avec emphase Thomas Piketty [9]. Sans doute – d'ailleurs si ma tante en avait. Malheureusement (?), elle n'en a pas. Il s'agirait donc de s'aviser que la neutralisation des souverainetés populaires n'est pas une erreur accidentelle, ou une mauvaise tournure malencontreusement acquise en cours de route, mais bien un parti pris constitutionnel et réfléchi, voulu au premier chef par l'Allemagne pour garantir l'absolu respect des principes auxquels elle a conditionné sa participation à la monnaie unique.

De même que Syriza rêve en pensant avoir et le maintien dans l'euro et l'affranchissement de l'austérité, l'europhobie ébranlée rêve quand il espère tenir ensemble la participation allemande et la remise complète de la politique économique à la discrétion démocratique. Car la discrétion, c'est-à-dire le maniement souverainement flexible des instruments de la politique économique, notamment monétaire, c'est le cauchemar par excellence de l'ordolibéralisme allemand transplanté à l'échelle européenne. Si donc, en cette matière, la démocratie s'assimile à la discrétion, et que l'Allemagne fait du refus de la discrétion un point d'intransigeance, la réclamation emphatique d'une refondation démocratique a à peu près autant de consistance que celle qui voudrait réformer la curie romaine sur la base d'un club naturiste.

Evidemment, ce sont là des questions qui excèdent passablement la vue économiste des choses, et qui requièrent de s'interroger préalablement sur les conditions de possibilité de la constitution d'une communauté démocratique pluri-nationale. Non que cette constitution soit impossible par principe. Mais que rien, symétriquement, ne garantit qu'elle soit de l'ordre de l'évidence [10]. Si l'on veut bien se souvenir que l'Allemagne n'est entrée dans la communauté monétaire européenne qu'à la condition de lui imposer ses propres principes – tels qu'ils font l'objet chez elle d'une adhésion largement transpartisane et pour

ainsi dire méta-politique –, on devrait tout de même avoir à l'idée de se poser quelques questions, et notamment celle de la compatibilité d'un tel ultimatum avec toute construction démocratique.

“Lire « [Un peuple européen est-il possible ? \[http://www.monde-diplomatique.fr/2014/04/LORDON/50301\]](http://www.monde-diplomatique.fr/2014/04/LORDON/50301), Le Monde diplomatique,, avril 2014.” Mais, questionneur, il y a beau temps que l'européisme a oublié de l'être. Il est vrai que le monde des abstractions constitutionnelles est autrement plus confortable que le réel. C'est pourquoi on s'adonne avec ardeur à l'architecture en chambre, à la manière du « Manifeste pour une union politique de l'euro » [11], manifeste politique sans pensée politique, incapable de voir tout ce que la construction d'institutions politiques appelle de prérequis, et notamment l'existence d'une consistance communautaire minimale, où résident les conditions d'acceptation de la loi de la majorité – le cœur concret de la démocratie. Mais jamais l'européisme, qui rêve maintenant d'un parlement de l'euro, ne se soucie de savoir si l'Allemagne, qui pourtant a soumis jusqu'ici toute la construction monétaire européenne à ses seuls impératifs, pourrait accepter que soit remis en discussion l'indépendance de la banque centrale, l'interdiction du financement monétaire public, le dogme de l'équilibre budgétaire, l'exposition permanente des politiques économiques aux marchés financiers conçus comme auxiliaires de surveillance, etc. – c'est-à-dire accepter d'être mise en minorité sur ces sujets qui lui sont névralgiques.

Le salut pour Syriza ne viendra ni de quelque compromis européen, ni d'une chimérique reconstruction institutionnelle à froid, promesse aussi vide de réalisme politique que faite pour être renvoyée à des horizons perpétuellement repoussés. Mais l'inanité des fausses solutions n'exclut pas qu'il y en ait de vraies. Puisqu'il y a toujours une alternative. En l'occurrence, non pas caler le pied de table, pour ravauder son estime de soi avant de passer dessous, mais la renverser.

Pour tous ceux qui, au loin, contemplant dans un mélange d'inquiétude, de doute et d'espoir ce qui peut advenir en Grèce, il ne reste qu'une chose à faire vraiment : contre la force gravitationnelle des institutions qui s'efforce de ramener les déviants à leur ordre, rappeler à Syriza, en ce point de bifurcation où elle se trouve, tout ce qui dépend d'elle – et qui est considérable : contester vraiment l'austérité de la seule manière possible, la rupture, signifier à la face de l'« Union » la sédition ouverte d'avec son ordre néolibéral, c'est-à-dire créer un événement libérateur, pour le peuple grec, mais aussi pour tant d'autres qui espèrent avec lui.

Billet traduit en anglais [sur le site des éditions Verso](#)

[\[http://www.versobooks.com/blogs/1824frederic-lordon-syriza-faces-a-choice-between-capitulation-and-open-sedition\]](http://www.versobooks.com/blogs/1824frederic-lordon-syriza-faces-a-choice-between-capitulation-and-open-sedition).

 [Partager sur Facebook](#)

Notes

- [1] Annoncé en juillet 2012, mis en place en septembre de la même année, le programme OMT (Outright Monetary Transactions) autorise la BCE à racheter des volumes potentiellement illimités de titres souverains de l'eurozone. Cette décision a eu un effet quasi-instantané sur les investisseurs, et a probablement sauvé l'euro de la troisième attaque (juin 2012) qui promettait de lui être fatale.
- [2] L'Union chrétienne-démocrate, le parti allemand au pouvoir
- [3] Le Parti social-démocrate allemand
- [4] L'haircut est une réduction de la valeur de la dette d'un emprunteur dans le cadre d'une restructuration de dette.
- [5] Qui se décontractent en UE : 53 milliards d'euros ; MES : 141,8 milliards d'euros ; FMI : 32 milliards d'euros ; BCE : 27,7 milliards d'euros (d'après Flash Natixis, 5 janvier 2015, n° 12).
- [6] Comme tous les autres pays d'ailleurs.
- [7] Le monétarisme repose sur la théorie dite « quantitative » de la monnaie pour laquelle seul le volume des agrégats monétaires est déterminant.
- [8] Long Term Refinancing Operations, programme de refinancement exceptionnel des banques européennes mis en place fin 2011 et début 2012.
- [9] Thomas Piketty, « [2015 : quels chocs pour faire bouger l'Europe ? \[http://www.liberation.fr/economie/2014/12/29/2015quels-chocs-pour-faire-bouger-l-europe-1171435\]](http://www.liberation.fr/economie/2014/12/29/2015quels-chocs-pour-faire-bouger-l-europe-1171435) », Libération, 29 décembre 2014.
- [10] Pour une discussion plus substantielle de ce problème, voir La Malfaçon. Monnaie européenne et souveraineté démocratique, Les Liens qui Libèrent, chapitre 6, « Un peuple européen est-il possible ? ».
- [11] « [Manifeste pour une union politique de l'euro \[http://www.lemonde.fr/idees/article/2014/02/16/manifeste-pour-une-union-politique-de-l-euro-4366865_3232.html\]](http://www.lemonde.fr/idees/article/2014/02/16/manifeste-pour-une-union-politique-de-l-euro-4366865_3232.html) », Le Monde, 16 février 2014.

[Signaler un contenu illicite.](#)

La pompe à phynance

Les blogs du Diplo

Syriza cernée

vendredi 6 février 2015, par Frédéric Lordon

209 commentaires

On savait que l'expérience Syriza serait une leçon de choses en politique, la mise à nu, toutes technicités juridico-financières envolées, des ressorts fondamentaux de la puissance et de la souveraineté. De ses confiscations dans des institutions aussi. Nous y sommes – et encore plus vite que prévu.

Comme on pouvait s'y attendre également, le lieu névralgique du rapport de force se trouve à Francfort, à la Banque centrale européenne (BCE). Ce qu'aucun article des traités européens ne permet juridiquement – mettre à la porte un Etat-membre – c'est la BCE, hors de toute procédure, par une opération entièrement discrétionnaire sans aucun contrôle démocratique, qui le peut. Et qui vient d'en donner l'avant-goût, dix jours à peine après l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement malséant, porté par un mouvement populaire ayant le front de réclamer la fin de l'absurde tourment auquel le pays a été soumis par notre chère Europe, un pays en situation de crise humanitaire [1] – au cœur de l'Union européenne (UE) et, plus encore, par l'Union ! –, un pays pour lequel, après quelques autres, il faudrait maintenant songer à formaliser juridiquement l'idée de persécution économique – et nommer les persécuteurs. Là contre, le peuple grec s'est donné un gouvernement légitime, mandaté pour faire cesser cet état de persécution. Un gouvernement souverain.

“Lire aussi Serge Halimi, « [La gauche grecque peut-elle changer l'Europe ?](http://www.mondediplomatique.fr/2015/02/HALIMI/52662) [http://www.mondediplomatique.fr/2015/02/HALIMI/52662] », Le Monde diplomatique, février 2015.” Comme on le sait depuis longtemps, depuis le début en fait, à la question de la souveraineté, la réponse européenne est non. Saint Jean-Claude bouche d'or, qui ne loupe pas une occasion, a livré sa vision terminale de la politique : « il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens » [2]. Et le peuple grec est invité à crever la gueule ouverte, mais démocratiquement, c'est-à-dire d'après les traités.

Il doit être assez clair maintenant que la leçon de choses a à voir avec deux conceptions radicalement différentes de la démocratie : la démocratie comme asservissement aux traités, contre la démocratie comme souveraineté populaire. Sous la formulation alternative de « [passer sous la table ou la renverser](#) », il

s'agissait bien de nommer ce point de bifurcation qui verra, selon sa résolution, l'une ou l'autre de ces conceptions l'emporter. On s'y dirige à grande vitesse et, portant au jour la vérité hors-traité des traités, la BCE vient de montrer à tous de quel bois démocratique l'Union se chauffe.

Le chantage de la BCE, ou la nudité du rapport de force

Ce que les opérations ordinaires de la politique monétaire ont usuellement pour propriété de voiler apparaît ici en pleine lumière : dans les procédures techniques du refinancement se trouve repliée toute une vision du monde et, comme toujours, c'est en situation de crise qu'elle se révèle pleinement. Couper la ligne du refinancement aux banques grecques n'admet ici aucune justification proprement monétaire. N'était-ce pas d'ailleurs par un geste souverain – car la souveraineté ne disparaît jamais complètement : elle migre – que la BCE avait décidé de détendre ses propres règles et d'admettre en collatéraux les titres de la dette grecque quoique tombés hors de la catégorie investment-grade ? C'est par un geste également souverain, mais inverse, qu'elle vient de revenir discrétionnairement sur cette facilité, manière évidente de faire savoir au gouvernement grec que, précisément, dans les dispositions qui sont les siennes, il n'est plus du tout question de lui faire la vie facile.

Dans une stratégie soigneusement graduée de la constriction, la BCE fait connaître sa force et ne met pas (encore) le système bancaire grec entièrement à genoux. Il reste à ce dernier une source de refinancement en la procédure exceptionnelle dite ELA (Emergency Liquidity Assistance). Mais d'une part cette procédure est plus coûteuse puisqu'elle fournit de la liquidité à un taux de 1,55 % contre... 0,05 % pour les procédures ordinaires. D'autre part l'ELA, en tant que programme « spécial », fait l'objet d'un strict contingentement en volume, de sorte que, la ligne étant susceptible à tout instant d'être brutalement coupée, le système bancaire grec, et le gouvernement derrière, sont installés dans la plus extrême précarité. Enfin, et peut-être surtout, les opérations ELA sont « déléguées » aux banques centrales nationales, en l'occurrence rejetées sur la Banque centrale de Grèce. La signification de ce mouvement de défausse est parfaitement claire, qui fait d'ailleurs écho aux orientations du QE (Quantitative Easing) récemment annoncé : il s'agit d'une stratégie de cantonnement. Désormais les titres de dette grecque ne finiront plus dans le bilan de la BCE elle-même, mais parqués dans celui de la Banque centrale grecque. L'avertissement est limpide : « n'imaginez pas une seconde que la menace à la sortie nous fera quelque effet, d'ailleurs nous sommes en train de créer les

conditions pour que, à défaut de vous soumettre, vous preniez la porte avec vos propres encombrants ».

Nous savons donc maintenant jusqu'où va l'extrémisme libéral européen. Car Tsipras a beau en avoir considérablement rabattu, et renoncé aux annulations d'une dette pourtant insoutenable, la simple idée, à cadrage macroéconomique invariant, de réallouer la dépense publique d'une manière qui ne satisfasse pas pleinement à la conditionnalité de l'ajustement structurel est en soi une hérésie inadmissible. Certes le programme minimal d'urgence humanitaire (réaugmenter le salaire minimum et les plus basses pensions, réembaucher quelques milliers de fonctionnaires) ne pouvait se faire par simple réallocation au sein d'une enveloppe de dépense rigoureusement invariante. Certes encore, le surplus de prélèvement fiscal que Syriza a concédé devoir mettre en face est laissé à l'aléa de la capacité d'une administration fiscale extrêmement défailante – s'il y a une seule « réforme structurelle » à conduire urgemment, c'est bien de ce côté qu'elle se trouve, tout le monde en convient, les Grecs au tout premier chef, il se pourrait même que Syriza, moins compromis que tous les autres partis dans le marécage clientéliste, soit le plus à même de la porter. Certes donc, le programme minimal appelle sans doute une extension du déficit *ex ante*.

Il n'est même pas certain que ce dernier se confirme en déficit *ex post*, bien au contraire. Avec un talent confirmé d'étrangleur, c'est l'UE et ses restrictions aveugles qui ont précipité la Grèce dans une dépression dont on ne trouve plus d'équivalent qu'en celle des Etats-Unis dans les années 1930. Si bien que ce que, par paresse intellectuelle, on nomme « la dette grecque » n'est en fait pas la dette des Grecs : l'explosion des déficits et l'effondrement de la croissance à partir de 2010 sont moins le produit de l'incurie grecque que d'un assassinat de politique économique administré par l'Union en guise de « sauvetage ». De sorte que lorsque les Etats-membres prêtent pour tenir la Grèce à flot, c'est en bonne partie pour écoper le naufrage qu'ils ont eux-mêmes causé. On pourrait dire par court-circuit qu'au travers de la Grèce, l'UE prête pour l'UE ! Splendide opération qui aurait toute sa place dans un théâtre de l'absurde – si l'on excepte les investisseurs dont certains, en dépit de la restructuration, auront bien profité au passage.

En tout cas la redistribution de pouvoir d'achat en direction de ceux dont on est bien certain qu'ils le dépenseront intégralement est la plus rationnelle des politiques économiques – mais d'une rationalité qui a depuis belle lurette déserté les esprits européens. C'est en vue du financement intermédiaire d'un déficit temporaire qui avait de bonnes chances de s'auto-couvrir que le gouvernement grec s'était tourné vers la BCE. Nous connaissons maintenant la réponse et nous savons quel degré d'aide les institutions européennes sont disposées à apporter au peuple grec, dont le tableau des misères devrait leur faire honte : nul.

Syriza abandonnée de tous

Ce sont des salauds. Et ils sont partout. Reuters a rendu publique la teneur d'un rapport allemand préparé en vue de la réunion des ministres des finances du 5 février [3] : c'est non sur toute la ligne. Non et rien, les deux mots de la démocratie-européenne-selon-les-traités. Croit-on que l'Allemagne soit seule en cause dans cette ligne de fer ? Nullement – ils sont partout. Ni l'Espagne, ni l'Irlande, ni – honte suprême – la France « socialiste » ne viendront en aide à Syriza. Et pour une raison très simple : aucun d'entre eux n'a le moindre intérêt à ce qu'une expérience alternative puisse seulement se tenir : dame ! c'est qu'elle pourrait réussir ! Et de quoi alors auraient l'air tous ces messieurs d'avoir imposé en pure perte à leurs populations un traitement destructeur ? De ce qu'ils sont. Des imbéciles, en plus d'être des salauds.

On n'aimerait pas être à la place de Tsipras et de ses ministres : seuls et abandonnés de tous. Mais l'Union européenne se rend-elle bien compte de ce qu'elle est en train de faire ? Il y avait de sérieuses raisons de penser qu'une combinaison minimale de dureté en coulisse et d'amabilité en façade permettrait un faux compromis qui aurait vu de facto Syriza plier sur toute la ligne ou presque – à quelques concessions-babioles dûment montées en épingle. Entre le désir de rester dans l'eurozone, les effets inertiels du recentrage de campagne, le découplage des institutions politiques qui protège un moment les gouvernants, il était probable que Tsipras aurait choisi un mauvais compromis qui gagne du temps et, laisse l'espoir (qui fait vivre) d'une possible amélioration future.

Mais il y a des degrés dans l'offense auquel, sauf à abdiquer toute dignité, un chef d'Etat peut difficilement consentir. Et tout se passe comme si l'UE était en train de pousser elle-même la Grèce vers la sortie. En s'en lavant les mains naturellement. Mais en ne laissant guère plus d'autre choix au gouvernement grec – passer sous la table ou la renverser, on n'en sort pas... C'est-à-dire, quand les conditions minimales d'estime de soi ne sont plus réunies pour passer dessous, renverser – comme on sait, la position défendue ici de longue date tient que cette Europe n'est pas amendable et que « renverser » est la seule solution offerte à un affranchissement d'avec la camisole libérale.

Si jamais on en venait à ce point critique, les événements connaîtraient un de ces emballements qui font l'histoire. Car tout devrait aller très vite : séparation immédiate de la Banque centrale grecque du Système européen des banques centrales (SEBC), répudiation complète de la dette, instauration d'un contrôle des capitaux, nationalisation-réquisition des banques. Dans une interview à laquelle on n'a probablement pas assez prêté attention, Yanis Varoufakis lâche une phrase qui vaut son pesant de signification : « nous sommes prêts à mener

une vie austère, ce qui est différent de l'austérité » [4]. Et en effet c'est très différent, radicalement différent même. Entre la vie austère et l'austérité, il y a l'abîme qui sépare une forme de vie pleinement assumée et la soumission à une tyrannie technique. Car il est certain que la sortie de l'euro n'aurait rien d'un dîner de gala. Mais c'est faire de la politique, et au plus haut sens du terme, que de prendre à témoin le peuple et de lui mettre en mains les termes de son choix : nous pourrions bien, en effet, être plus pauvres un moment mais, d'abord, sous une tout autre répartition de l'effort, et surtout en donnant à cette « vie austère » la signification hautement politique d'une restauration de la souveraineté, peut-être même d'un profond changement de modèle socioéconomique.

De nouveau la politique

En tout cas pour la première fois depuis très longtemps, il y a à la tête d'un pays européen des gens qui savent ce que c'est vraiment que la politique – une histoire de force, de désirs et de passions –, soit l'exact contraire des comptables-eunuques qui gouvernent partout ailleurs, à l'image du têtard à binocles dont la couverture de L'Obs, qu'on créditerait ici volontiers d'un second degré inhabituellement fielleux, révèle qu'il est l'une des têtes pensantes de François Hollande.

[Incidentement, pour savoir à quoi ressemblent de vrais hommes politiques, c'est-à-dire des gens qui ont touché l'essence de la politique, une essence violente et forte, il faut regarder la tête des anciens directeurs du Shin Beth, le service secret israélien, interviewés dans le formidable documentaire *The Gatekeepers*, et qui, quoi qu'on pense par ailleurs de leur action [5], ont eu à agir en l'un des lieux de la planète où l'essence tragique du politique se donne à voir sous sa forme la plus haute. Et puis après admirer une photo de Michel Sapin. Ou le sourire d'Emmanuel Macron.]

“Lire aussi Thierry Vincent, « [Un espoir modéré, la crainte des coups tordus](http://www.mondediplomatique.fr/2015/02/VINCENT/52663) [http://www.mondediplomatique.fr/2015/02/VINCENT/52663] », *Le Monde Diplomatique*, février 2015.” Il n'est pas inopportun de faire pareil rappel, car ce tragique-là plane aussi sur la Grèce, qui doit compter avec ses salauds de l'intérieur. Dans un article qui éclaire un aspect oublié de la situation grecque, Thierry Vincent [6] ne fait pas que remettre en mémoire le passé somme toute pas si lointain des colonels, mais la réalité très présente d'un appareil d'Etat gangrené pas seulement par la corruption ordinaire mais aussi par des forces sombres, substructure étatique constituée, comme toujours, autour des appareils de force, police, justice, armée, dont les connivences avec les néo-nazis d'Aube

Dorée sont maintenant patentées, et où macèrent potentiellement les pires tendances factieuses. L'obsession économique finirait presque par faire oublier que le risque dominant auquel se trouve confrontée l'expérience Syriza est probablement politique, et tient moins à un rééchelonnement de dette mal fagoté qu'à ce que Thierry Vincent nomme les « coups tordus », et qu'il faudrait peut-être nommer « coup » sans autre qualificatif. Car voyons, dans les termes de notre alternative : passer sous la table, par quoi on entend ne rien obtenir de significatif, c'est épuiser l'idée même d'alternative progressiste en Grèce, et dégager la piste à la seule alternative restante – la pire. Mais renverser la table, c'est possiblement, par enchaînements successifs, entrer en confrontation directe avec le capital, et l'on sait de quelle manière les « démocraties » ont historiquement accoutumé de traiter ce genre de désaccord...

La preuve par Syriza ?

A la remorque de la psychorigidité allemande, l'Europe des ahuris, les Juncker, Moscovici, Sapin, etc., radicalement ignorants de ce qu'est vraiment la politique, jouent en toute inconscience avec le malheur des peuples, sans le moindre égard pour les forces obscures qui commencent à tourner au-dessus d'eux. Il faut dire qu'en matière d'ahuris, ils se sont trouvé de fameux intellectuels organiques, à l'image de Bernard Guetta, par exemple, qui entame sur le tard une improbable carrière de situationniste – mais à l'envers. Guy Debord tenait que, dans la société du spectacle, « le vrai est un moment du faux ». Chez Guetta, c'est le faux qui est un moment du vrai. Il suffit en effet de reprendre sa chronique « La preuve par Syriza » [7] et d'en inverser méthodiquement tous les termes pour avoir une représentation d'assez bonne qualité de l'état de l'UE et des gauches européennes – là où la lecture littérale livre une fantasmagorie sous produits à courir tout nu dans les prés. Car nous sommes le 27 janvier, et Guetta voit l'aube européenne se lever dans l'arrivée simultanée de Syriza et du Quantitative Easing...

Or il faut avoir bonne vue, ou bien l'aide de quelques sérotoninergiques, pour voir « s'annoncer de nouvelles politiques économiques européennes » au motif que la BCE, au terme de luttes intestines longtemps indéçises, cinq ans après toutes les grandes banques centrales du monde, et ayant dû attendre une situation de désinflation patentée pour être juridiquement fondée à agir, a enfin lancé son programme à elle de Quantitative Easing. Dont on sait déjà qu'il ne produira pas grand effet.

Et l'aide de substances plus brutales encore est requise pour nous appeler à réaliser que « non, l'unité européenne n'est pas en elle-même un projet libéral ». « Ce n'est qu'un début », s'exclame le défoncé, « mais que la séquence est belle ». Quand les infirmiers auront achevé de l'embarquer, on ne retiendra que

le titre de l'article manifestement écrit dans des conditions à faire peur à un cycliste, mais qui dit contre toute attente une chose très vraie : le caractère probatoire de l'expérience Syriza. En effet, il va bien y avoir une « preuve par Syriza ». Mais la preuve de quoi ?

 [Partager sur Facebook](#)

Notes

- [1] Voir Sanjay Basu et David Stuckler, « [Quand l'austérité tue \[http://www.monde-diplomatique.fr/2014/10/BASU/50879\]](http://www.monde-diplomatique.fr/2014/10/BASU/50879) », Le Monde Diplomatique, octobre 2014.
- [2] Jean-Claude Juncker, [entretien \[http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2015/01/28/20002-20150128ARTFIG00441-jean-claudejuncker-pas-question-de-supprimer-la-dette-grecque.php\]](http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2015/01/28/20002-20150128ARTFIG00441-jean-claudejuncker-pas-question-de-supprimer-la-dette-grecque.php), Le Figaro, 29 janvier 2015.
- [3] « [ECB cancels soft treatment of Greek debt in warning to Athens \[http://uk.reuters.com/article/2015/02/04/uk-eurozonegreece-idUKKBN0L71NH20150204\]](http://uk.reuters.com/article/2015/02/04/uk-eurozonegreece-idUKKBN0L71NH20150204) », Reuters, 4 février 2015.
- [4] « [Nous sommes prêts à mener une vie austère \[http://www.lemonde.fr/europe/article/2015/01/25/nous-sommes-prets-a-mener-une-vie-austere_4563000_3214.html\]](http://www.lemonde.fr/europe/article/2015/01/25/nous-sommes-prets-a-mener-une-vie-austere_4563000_3214.html) », Le Monde, 25 janvier 2015.
- [5] En l'occurrence, tous ceux qui ont vu le documentaire savent que ces anciens responsables des services secrets livrent une mise en accusation accablante de la politique des gouvernements israéliens depuis des décennies.
- [6] Thierry Vincent, « [Un espoir modéré, la crainte des coups tordus \[http://www.monde-diplomatique.fr/2015/02/VINCENT/52663\]](http://www.monde-diplomatique.fr/2015/02/VINCENT/52663) », Le Monde Diplomatique, février 2015.
- [7] Bernard Guetta, « [La preuve par Syriza » \[http://www.liberation.fr/chroniques/2015/01/27/la-preuve-par-syriza_1190018\]](http://www.liberation.fr/chroniques/2015/01/27/la-preuve-par-syriza_1190018), Libération, 27 janvier 2015.

[Signaler un contenu illicite.](#)

La pompe à phynance

Les blogs du Diplo

Leçons de Grèce à l'usage d'un internationalisme imaginaire (et en vue d'un internationalisme réel)

lundi 6 avril 2015, par Frédéric Lordon

155 commentaires

Le texte qui suit est une version à peine modifiée de l'intervention au débat organisé par le collectif [Penser l'émancipation](http://penserlemancipation.net/) [[1](http://penserlemancipation.net/)] à l'EHESS, le 2 avril, sur le thème « L'Etat, le capital, l'internationalisme. Leçons de Grèce », en présence de Panagiotis Sotiris, dirigeant d'Antarsya.

Cher Panagiotis, si tu n'étais pas déjà parfaitement au courant de ce qui se passe dans la vie politique française, tu pourrais, tel un Montesquieu contemporain, rentrer chez toi et écrire de nouvelles Lettres Persanes – ou tout simplement des Lettres Hellènes. Tu y raconterais une étrange contrée, la France, où, pour une large part de la gauche se disant radicale, vouloir sortir de l'euro c'est être un fasciste en puissance, réaffirmer le principe de souveraineté démocratique contre les institutions européennes qui nous en infligent le dernier degré de dépossession, c'est être le fourrier du Front National.

Misère du posturalisme

Tu témoignerais ainsi de l'apparition d'un nouveau courant de la gauche radicale, ou de la pensée internationaliste – laquelle, Dieu merci, ne s'y épuise pas – qu'on pourrait nommer le posturalisme. Comme son nom l'indique, le posturalisme a pour unique ressort la recherche des postures – avantageuses il va sans dire, et si possible bon marché, car le posturalisme est aussi régi par un robuste principe d'économie, et cherche la maximisation des bénéfices symboliques par la minimisation de l'effort intellectuel. Il s'ensuit que, de même que l'existentialisme était un humanisme, le posturalisme est un illettrisme – il ne sait pas lire : on peut lui mettre sous le nez autant qu'on veut des textes, des arguments, des mises au point, ça ne passe pas la barrière de la posture. Pour le coup no pasaran ! Mais ce ne sont pas les fascistes qui ne passent pas – avec de pareils opposants, ceux-là ont les meilleures chances de passer, et comme dans

du beurre. Non, ce qui ne passe pas, c'est la moindre intelligence dialectique, et le moindre effort d'échapper à une désolante stéréotypie. En tout cas, mon cher Panagiotis, sache-le : tu es un fasciste. Tu veux la restauration de la souveraineté populaire ; constatant son impossibilité dans l'Union européenne, tu veux la sortie de l'euro : tu es un fasciste – je suis bien désolé, mais ici, en ce moment, c'est comme ça.

Evidemment, le problème épineux que tu poses à tous ces gens-là [2], c'est que tu n'es pas un fasciste... Tu plaides pour la souveraineté populaire grecque, tu parles de la sortie de l'euro, mais tu n'es pas un fasciste. Je peux maintenant t'avouer la raison un peu honteuse pour laquelle je suis vraiment content d'avoir ce débat ici avec toi : tu vas me servir de bouclier humain. Car il ferait beau voir que les pitres posturalistes viennent te dire à toi, toi qui arrives d'un pays en état de persécution économique, d'un pays humilié et mis en situation de crise humanitaire par notre belle Europe, que parce que tu veux en finir avec cela, parce que tu n'as pas la patience d'attendre qu'un autre euro soit possible, que l'Union européenne devienne progressiste et que les autres peuples européens enfin soulevés entrent dans les institutions bruxelloises, bref parce que tu n'as pas le goût d'attendre l'été à Noël, tu es un fasciste. Vraiment je voudrais les voir ces gens-là, ces professionnels du pharisaïsme, venir te dire en te regardant dans les yeux que vous êtes des fascistes, toi, Kouvelakis, Lapavitsas et tant d'autres.

“ Lire aussi Pierre Rimbart, « [Dr Folamour à Athènes \[http://www.monde-diplomatique.fr/2015/04/RIMBERT/52850\]](http://www.monde-diplomatique.fr/2015/04/RIMBERT/52850) », Le Monde diplomatique, avril 2015, en kiosques.” Tu mesures ici le degré de dégradation du débat intellectuel à gauche en France où, pour contrer ce torrent de bêtise, et parfois d'ignominie, qui renvoie spontanément au fascisme toute évocation de souveraineté populaire, toute perspective de se soustraire à la construction européenne qui la fait périr, pour contrer tout cela donc, il n'y a plus que le recours à des boucliers humains... Faute que toute argumentation rationnelle soit permise, il ne reste plus que la solution de présenter des personnes. Des personnes dont il est une évidence incontestable qu'elles sont au dessus de tout soupçon. Autant te le dire, je ne me résous à ce procédé que la mort dans l'âme, avec vergogne, et accablement. Mais c'est qu'on ne sait plus quoi faire pour tirer cette partie-là de la gauche de son sommeil dogmatique, lui faire voir enfin ce qu'elle refuse de voir depuis tant d'années, et qu'il devrait maintenant lui être impossible de ne pas voir à la lumière des deux premiers mois de Syriza : non, un autre euro n'est pas possible. Si bien que les termes de l'alternative sont posés avec une rude clarté : ou bien sortir, pour enfin tenter de faire autre chose, prendre le risque d'essayer, car essayer, c'est cela le propre de la souveraineté démocratique ; ou

bien continuer de crever à petit feu mais d'une mort en fait porteuse des pires renaissances qui soient : les renaissances fascistes, mais les vraies !, pas celles dont accusent les posturalistes pour mieux mettre en scène leur propre vertu – et c'est peu dire qu'en Grèce ces renaissances-là vous concernent de très près.

On se demande alors par quel comble de cécité dogmatique on pourrait vous faire le reproche de tout essayer – oui, unilatéralement, c'est-à-dire nationalement ! – pour vous soustraire à cette perspective mortifère. Et il faut vraiment avoir l'internationalisme sens dessus dessous pour s'acharner à préserver le fétiche d'une monnaie européenne au prix de la mort de toute possibilité de démocratie – on notera au passage cette cruelle ironie qu'une fraction d'un internationalisme se disant de gauche se voue désormais à la cause d'une monnaie... On savait que les passions aveugles pouvaient être au principe d'investissements aberrants, mais tout de même pas à ce point.

Les autocensures de Syriza

Ceci étant dit, et maintenant à propos de la situation en Grèce, on hésite à tomber trop rudement sur Tsipras et Varoufakis, dont on se sent spontanément solidaire en face de la brutalité ouverte, et même du désir d'humiliation, qui transpirent de l'Eurogroupe, pour qui le véritable enjeu est de faire un exemple, en faisant mordre la poussière à toute expérience de gauche un peu radicale. Mais enfin il y a des questions politiques que la sympathie ne peut tout de même pas empêcher de poser. Car, si l'on pouvait difficilement rester insensible à l'arrivée au pouvoir du premier gouvernement vraiment de gauche en Europe depuis... on ne sait même plus dire combien de temps, on pouvait tout aussi bien, et non contradictoirement, dégriser par anticipation les attentes excessives, et avertir, avant même l'élection, de l'échec programmé d'une entreprise de renégociation qui, refusant par principe toute sortie de l'euro, s'est d'emblée privée de tout levier stratégique [3].

Il faudrait alors s'interroger longuement sur cette autocensure aberrante, dont on peut d'ailleurs tirer des interprétations, et partant des conclusions, assez différentes.

La première considère que la défaite en rase campagne de Tsipras était inscrite dans la trajectoire même de Syriza qui perdait de fait toute latitude politique à partir du moment où elle décidait d'emprunter sagement la voie parlementaire. Car, on le sait, c'est là un jeu dont la grammaire institutionnelle entame d'emblée toute possibilité de rupture véritable. Comment viser le succès électoral, qui plus est en milieu médiatique hostile, sans nécessairement sacrifier en radicalité, et sans devoir repiquer à quelque degré vers le centre – en l'occurrence il s'agissait de ratisser les gros bataillons du Pasok en débandade. Or, comme souvent, soit une trajectoire politique sélectionne les leaders qui lui sont le plus adéquats, soit elle refaçonne ses leaders en cours de route pour produire cette adéquation. En tout cas, en l'état actuel des choses, il semble

évident – on serait presque tenté de dire : malheureusement – qu’il n’y avait pas le moindre cynisme manœuvrier dans l’esprit de Tsipras qui, réellement, voulait, et voudrait encore, et le maintien dans l’euro et la fin de l’austérité – c’est-à-dire un cercle carré.

Dans cette première interprétation donc, c’est la logique même du parlementarisme qui produit la réduction et l’autocensure – ce que la possible arrivée de Podemos au pouvoir en Espagne à l’automne prochain devrait donner l’occasion de revérifier. Dans ces conditions en tout cas, et presque tautologiquement, toute tentative d’échapper à cette normalisation suppose de contourner l’instance normalisatrice : contre la voie parlementaire donc, la voie insurrectionnelle.

La deuxième lecture possible est moins radicale. Elle part de l’idée d’un étagement des ambitions politiques. Le renversement du capitalisme est-il à l’ordre du jour ? Rien de moins certain... En attendant, n’y a-t-il vraiment rien de significatif qui puisse être fait ? Evidemment si. Quand bien même toujours dans le capitalisme, la sortie de l’état de persécution économique, c’est déjà quelque chose ! Or, vu de loin, on ne peut s’empêcher de penser qu’il n’aurait pas fallu grand-chose pour que la trajectoire, même parlementaire, de Syriza soit assez différente. Par exemple : l’argument des sondages indiquant une préférence majoritaire pour le maintien dans l’euro n’est d’aucune valeur politique. Si la loi de Say est inepte en économie, en politique l’offre peut sinon faire complètement la demande, du moins contribuer assez largement à la façonner. En deux ans et demi, Syriza aurait pu engager son capital politique et symbolique pour installer la sortie de l’euro dans le paysage des options disponibles. Et surtout pour en faire une menace de dernier recours, dont la fermeté d’ailleurs aurait contribué, par effet rétrograde, à crédibiliser la position grecque dans toutes les étapes de la montée en tension avec les institutions européennes. Or si l’on en croit les récits qui en ont été faits, la négociation semble avoir vu la partie grecque redouter la sortie de l’euro bien plus que le camp d’en face ! – inutile de dire que, dans ces conditions, l’affaire était pliée avant même d’avoir commencé...

Impuissance de l’internationalisme imaginaire

L’est-elle définitivement ? Les trois mois qui nous séparent de la renégociation de juin pourraient-ils faire ce qui n’a pas été fait en deux ans et demi ? Tel est bien l’enjeu stratégique d’une fenêtre historique qui ne se rouvrira pas de sitôt – et ceci à moins qu’un accident financier intermédiaire d’ici juin, dont la

probabilité va d'ailleurs croissant chaque jour, ne vienne décider d'une issue dont Tsipras n'aura pas voulu décider lui-même. En tout cas, si la gauche critique européenne, et surtout française, avait deux sous de pertinence, elle prendrait d'abord la mesure de l'abysmale erreur qui aura consisté à rêver pouvoir changer les institutions européennes de l'intérieur. Et puis elle en tirerait quelques leçons élémentaires.

Premièrement, ces institutions ne laissent que le choix d'être souffertes, ou détruites, ou quittées – et rien d'autre.

Deuxièmement, la tâche des trois mois qui viennent est idéologique : il s'agit de peser sur la courte majorité interne de Syriza pour l'amener à cette idée qu'elle n'évitera la défaite historique, totale, et définitive, qu'en préparant dès maintenant, politiquement et matériellement, la sortie de l'euro, c'est-à-dire la reprise en mains par le pays de son propre destin, en rejetant catégoriquement tout ce qui l'en dépossède.

“Lire aussi Costas Lapavitsas « [Grèce, sortie de crise, sortie de l'euro](http://www.mondediplomatique.fr/2012/06/LAPAVITSAS/47794) [<http://www.mondediplomatique.fr/2012/06/LAPAVITSAS/47794>] », Le Monde diplomatique, juin 2012.” Et, ce faisant, en devenant un exemple pour tous les autres peuples européens – car c'est cela le commencement de l'internationalisme réel, de l'internationalisme concret. Malheureusement, le jacquattalisme, cette doctrine qui pose que puisque les problèmes sont mondiaux, les solutions doivent l'être également, est un schème mental dont l'emprise s'étend bien au-delà des secteurs néolibéraux où il a d'abord été formé. La social-démocratie molle de l'impôt mondial, par exemple, en est une parfaite représentante. Mais tout autant, et pour le coup le paradoxe est plus cruel, une certaine forme d'internationalisme révolutionnaire qui condamne d'emblée toute tentative dans un seul pays, et préfère attendre l'arme au pied la synchronisation planétaire de toutes les révoltes avant d'envisager quoi que ce soit.

Au moins les grands libéraux, qui ont assez souvent l'intelligence du cynisme, doivent-ils bien rire quand ils ont réussi à faire avaler à quelques gogos sociaux-démocrates que pour résoudre les problèmes de la mondialisation, il suffit d'attendre la mondialisation des solutions. Jacques Attali nous annonce ainsi régulièrement l'avènement du gouvernement mondial qui viendra réguler les petits excès de la finance, du libre-échange, etc., un message sans doute plein d'espoir, mais dont l'implicite est tout de même qu'il faut nous faire à l'idée de l'avoir profond encore un moment.

Le cas de cet internationalisme révolutionnaire auquel je pense est plus grave : il a lui-même tamponné son propre passeport pour l'impuissance. Car quoique procédant d'intentions diamétralement opposées à celles du jacquattalisme princeps, là aussi il va falloir attendre un moment, si bien que l'un et l'autre,

aussi antithétiques soient-ils par ailleurs, ont formellement en commun d'être de longues patiences de la convergence mondiale.

En réalité les actions révolutionnaires concrètes se moquent bien de ces présumés dogmatiques. La plupart du temps, elles naissent sans avoir demandé l'autorisation ni des révolutionnaires professionnels ni des intellectuels internationalistes. Elles naissent localement, c'est-à-dire nationalement, et pour une raison toute simple, et entièrement pratique : sauf aux yeux des activistes polyglottes à plein temps, cette internationale étroite du capital culturel voyageur, le renversement d'un ordre institutionnel demande un intense travail de préparation du terrain et une densité d'interactions politiques – débats, réunions, rencontres, actions – qui, en pratique, ne se rencontrent que dans un cadre local, national – dont la première caractéristique est tout de même d'offrir une communauté linguistique, c'est-à-dire la communauté de débat politique la plus simplement accessible...

Pour un internationalisme réel

C'est en général le moment où de pénétrants esprits viennent expliquer que « le national n'étant pas international, la révolution va se trahir à s'enfermer derrière de hauts murs », etc. Il faudrait, par exemple, reprendre l'histoire de la Commune pour faire litière de ce genre d'imbécillités. Et je voudrais pour ce faire m'aider du livre passionnant de Kristin Ross [4], même s'il me semble montrer une Commune reconstruite qui n'est pas exactement la Commune réelle. Car la Commune n'est pas d'abord une insurrection internationaliste. Elle commence même comme un soulèvement en grande partie patriotique-national. Mais le propre de ce processus qu'est la Commune, c'est qu'il va modifier sa nature dans le cours même de son effectuation. En chemin, la Commune liquide la part patriotique de ses commencements pour devenir intégralement une révolution sociale à portée universelle. D'une certaine manière Kristin Ross se fait alors à elle-même sa meilleure objection au travers de son évocation d'Elisée Reclus, dont je crois qu'on pourrait faire un personnage représentatif : à l'origine partisan classique de la République classique, la République républicaine si l'on veut, Elisée Reclus est dégoûté par la trahison des républicains de cette farine et devient un militant de la République universelle — comme un témoignage en personne de la nature évolutive du processus auquel il participe.

Mais jusqu'où pouvait-elle aller, en pratique, cette République universelle ? Commencée sur une base nationale, et même locale, mais dépassant le localisme de ses origines, elle attire à elle, de toute l'Europe, des individus qui perçoivent distinctement que « Français » n'est pas la qualité pertinente pour se sentir concerné par ce qui est en train de se passer, et pour avoir envie de s'y joindre

activement. Cependant, si la Commune, en son devenir, acquiert l'essence d'une insurrection internationaliste, en pratique elle ne l'est que marginalement au-dedans – et au dehors pas du tout. Elle reste une insurrection dans un seul pays. Elle s'est déclenchée dans un seul pays, et a lutté dans un seul pays – sans attendre ! il est vrai qu'à cette époque, l'internationalisme n'a pas encore pris sa forme et son impuissance dogmatiques.

Quelles seraient alors les coordonnées d'un internationalisme bien compris, d'un internationalisme qui serait moins rêvé que réel ? Par exemple celles-ci :

1. Tout ce qui vient décentrer les individus de leur particularisme national est bon à prendre. Dans ce « bon à prendre », le meilleur est à trouver dans les luttes d'émancipation anti-capitalistes et dans tout ce qui, oui, les intensifie par le tissage de leurs solidarités internationales.
2. Les soulèvements n'en naissent pas moins localement, dans des milieux nationaux, parce que ce sont les plus à mêmes de voir l'activité politique passer ses seuils de densité critique.
3. Il n'en est pas moins vrai qu'il n'est de révolution progressiste qu'à visée universelle, donc comme adresse à l'humanité générique, donc internationaliste par destination. Une telle adresse est par soi un appel à tous ceux qui s'y reconnaîtront, sans égard pour leur appartenance nationale.
4. Mais dans quelle mesure cet appel sera-t-il entendu ? Combien de non-nationaux rejoindront-ils effectivement l'action révolutionnaire là où elle vient de naître ? C'est une question dont la réponse est largement indéterminée a priori. Mais enfin il serait prudent à son propos de ne pas trop se raconter d'histoires...
5. A défaut, combien d'autres pays emboîteront ils le pas à celui qui a montré la voie ? On ne sait pas davantage. On sait cependant qu'il y a peu de chance que le mûrissement des conjonctures nationales soit synchronisé.
6. Le pays qui s'est engagé en premier ferait-il alors mieux d'attendre la Grande Coordination Internationaliste ? A ce compte-là, il ne se produira jamais rien, nulle part. Heureusement, dans le pays où ça se passe, les gens s'en foutent. En réalité, ils ne se posent même pas la question.

Souveraineté et autoposition

Rendu en ce point la question du national et de l'internationalisme vient inévitablement se nouer à celle de la souveraineté. Et là encore au risque des mêmes réflexes sans réflexion, puisque le posturalisme tient beaucoup à établir, comme il se doit, que souveraineté = fascisme. Si c'est une entreprise sans espoir que d'expliquer aux esprits les plus bornés la profonde inanité de ce court-circuit – au regard même des idées qu'ils disent pourtant défendre ! –, la question est d'intérêt suffisamment général pour mériter d'y revenir. Et d'abord en rappelant que, dans son concept pur, la souveraineté n'est pas autre chose qu'un décider en commun. Poser que nous décidons en commun, c'est faire déclaration de notre être souverain, c'est donner une réalisation au principe de souveraineté – on se demande bien d'ailleurs quelle conception alternative de la politique on pourrait opposer à celle-là ; s'il s'en fait connaître une on aimerait vraiment en découvrir les termes...

En tout cas il faut partir de cette prémisse pour comprendre que, dans son concept, la question de la souveraineté n'est pas la question nationale – même si, à l'évidence, c'est aujourd'hui l'Etat-nation qui est la forme historique dominante de réalisation du principe.

Conceptuellement parlant donc, la question de la souveraineté n'est pas la question nationale, ou alors sous une redéfinition – mais tautologique – de la nation, précisément comme la communauté souveraine. Tautologie très productive en fait puisque elle nous conduit, entre autres, à une redéfinition contributive de la nation. Qu'est-ce que la nation dans ces nouvelles coordonnées ? C'est une collectivité régie, non par un principe d'appartenance substantielle, mais par un principe de participation – de participation à une forme de vie. Dans ces conditions, la souveraineté ne se définit pas par une identité collective pré-existante, mais par la position commune d'objectifs politiques. C'est cette affirmation de principes, qui est en soi affirmation d'une forme de vie, qui fait la communauté autour de soi, c'est-à-dire qui invite tous ceux qui s'y reconnaissent à la rejoindre – et à y contribuer : à y appartenir en y contribuant.

Mais il ne faut pas s'y tromper : ceci reconstituera un groupe fini. Et même un groupe fermé ! Fermé à tous ceux qui n'adhèrent pas à cette forme de vie. Un reportage récent sur la communauté Longo Mai [5] ramène une parole très caractéristique, et même hautement symptomatique : « ici, c'est pas pour tout le monde », déclare un membre de la communauté. On pourrait, on devrait même, s'étonner de ce qui ne peut être lu autrement que comme une parole d'exclusion. Mais, d'un certain point de vue,

une parole d'exclusion légitime, relativement à l'affirmation de **cette** forme de vie. Qui se révèle ici, par soi, un principe de clôture, au moins relative.

On pourrait considérer également le Chiapas comme très représentatif de cette logique : le Chiapas est une nation. Mais une nation qui a dépassé l'indigénat des origines pour se porter au stade du pour-soi, une nation consciente et conscientisée par la position explicite – c'est-à-dire souveraine – de ses principes politiques, qui, en tant que tels, débordent les anciennes nations, les nations de l'en-soi, simplement consolidées dans et par l'imaginaire substantialiste des origines.

Rien de ceci, donc, n'abolit ni la nation, ni l'appartenance, mais en produit un profond remaniement.

Un remaniement qui est un progrès en raison, puisqu'il exprime une plus grande conscience, un affranchissement des emprises passionnelles imaginaires, celles des passés mythiques et mythiquement reconstruits, à quoi va venir se substituer un supplément d'auto-position réfléchi. Non pas la nation substance : la nation politique.

Si donc on veut bien se donner la peine d'y réfléchir deux secondes, la souveraineté, c'est cela ! Evidemment les situations historiques réelles ne nous donnent jamais à voir les concepts sous leur forme pure – les concepts ne se donnent à voir que sous l'altération de leurs réalisations historiques concrètes. Au demeurant, le paysage de la souveraineté est toujours fragmenté et multiscalaire : il y a de la souveraineté partielle à toutes les échelles, et à des degrés variables. Le cas de la Grèce, sous ce rapport, est typique, et ceci d'autant plus que la destruction de l'Etat social a conduit à une multitude d'initiatives locales d'auto-réorganisation : cantines communes, jardins collectifs, dispensaires autogérés, etc. – la souveraineté, c'est aussi cela.

Mais ça n'est pas que cela... et ça ne peut pas l'être. Car il y aura nécessairement une composition de toutes les souverainetés locales et partielles en une totalité souveraine de rang supérieur, qui en l'occurrence s'appelle la Grèce. Sans doute la souveraineté grecque, comme celle de tous les autres pays en fait, reste-t-elle marquée par la forme nationale classique, avec tous ses reliquats d'imaginaire substantialiste. Mais l'épreuve de la crise en a aussi indiscutablement augmenté la teneur d'autoposition politique – le clair rejet de l'austérité européenne, c'est bien une affirmation positive de souveraineté !

Non pas la communauté substantielle mais
la nation politique

Décidément la Grèce d'aujourd'hui est un laboratoire. Un laboratoire de pratiques, mais aussi, du point de vue de l'analyse, une sorte de bain photographique, un révélateur qui éclaire les pensées, et surtout les impensés de la gauche radicale. Que nous montre en effet la Grèce – et ceci par-delà même toutes les probabilités d'échec du processus initialement rêvé par Syriza ? Quel spectacle la Grèce nous offre-t-elle qui devrait quand même donner un peu à penser aux militants de l'altèreuropéisme et de l'internationalisme imaginaire ?

La Grèce nous montre d'abord que l'Union européenne a maintenant acquis la seconde nature d'une entité entièrement et irrémédiablement néolibérale, et qu'on ne lui fera passer cette seconde nature qu'en la faisant passer elle-même de vie à trépas – je redis les termes de l'alternative : la souffrir, la détruire, ou la fuir. En attendant, cette Union européenne, elle, est bien décidée à faire la peau à toute expérience qui la contredirait – terrible leçon de choses tout de même pour tous les naïfs qui rêvaient d'une transformation de l'euro de l'intérieur et par la force de la démocratie.

La Grèce nous montre cela, mais elle nous montre surtout autre chose. Elle nous montre un corps politique qui, de son propre mouvement, y va tout seul. Un corps politique, de son propre mouvement : c'est la souveraineté. Qui y va tout seul : en l'occurrence, et contrairement aux apparences, c'est l'internationalisme réel, puisqu'il est évident que ce qui se passe en Grèce a une portée largement extranationale : ce qui se passe en Grèce nous concerne, nous requiert, et devrait nous induire – c'est cela l'internationalisme concret.

Si donc la vraie gauche voulait un instant se défaire de ses fétiches intellectuels (dans le meilleur des cas) et de ses postures avantageuses (dans le pire), elle s'interrogerait elle-même sur cette bizarrerie qui l'a conduite à la célébration d'une forme d'internationalisme qui n'existe pas et à la détestation d'une souveraineté qui elle existe – et la concerne très directement : la souveraineté du « décider en commun », constitutive et institutrice d'une forme de vie, dont la définition, proprement politique, ne fait pas acception des nations présentes... et ceci quoique elle naîtra nécessairement des nations présentes, mais, plus encore, quoique elle ne fera pas autre chose que donner une nouvelle forme historique à la nation, non pas la forme de la communauté substantielle, mais la forme de l'autoposition consciente, c'est-à-dire la forme de la nation proprement politique, cette forme qui fraye péniblement ses voies dans l'histoire depuis maintenant deux siècles, la nation de la Convention, la nation de Robespierre si l'on veut, qui, ouverte à tous les vents, n'avait pourtant pas peur de s'appeler «

nation », et n'en pas moins été un moment historique de l'émancipation. Encore un effort donc : un autre internationalisme est possible !

 [Partager sur Facebook](#)

Notes

- [1] Mes remerciements vont en particulier à Stella Magliani-Belkacem et Félix Boggio-Ewanjée-Epée pour l'organisation de ce débat.
- [2] Il devrait être inutile de préciser que la controverse de l'internationalisme a en soi toute sa légitimité. C'est à certaines manières de la conduire qu'on pense ici. En toute rigueur, il faudrait citer et dire qui l'on vise. Mais on ne se résout pas à apporter quelque supplément publicitaire à des entreprises posturales qui pratiquent déjà essentiellement le vertuisme publicitaire. Et dont certaines n'attendent des polémiques que les bénéfices publicitaires.
- [3] Voir « [L'alternative de Syriza : passer sous la table ou la renverser](#) », La Pompe à Phynance, Le Monde Diplomatique, 17 janvier 2015.
- [4] Kristin Ross, L'imaginaire de la Commune, La Fabrique, 2015.
- [5] Jade Lindgaard, « [La ferme des radicaux \[http://www.mediapart.fr/journal/france/260215/la-ferme-des-radicaux\]](http://www.mediapart.fr/journal/france/260215/la-ferme-des-radicaux) », Mediapart, 26 février 2015.

[Signaler un contenu illicite.](#)

La pompe à phynance

Les blogs du Diplo

Les taches aveugles de « l'autre euro possible »

lundi 1er juin 2015, par Frédéric Lordon

160 commentaires

Le texte qui suit est issu de l'intervention, quelque peu augmentée, faite aux Rencontres du « Monde Diplomatique » organisées sur le thème « Europe, des choix existentiels », à l'École normale supérieure les 22 et 23 mai 2015.

Un de ces lieux communs que l'éditorialisme prend pour de la pensée profonde se plaît à répéter que nous vivons une époque de constante accélération et que tout va toujours plus vite... Qu'on se rassure, il reste des domaines où l'on procède encore avec une sage lenteur, par exemple à propos de l'euro quand il s'agit de mettre l'une derrière l'autre deux idées conséquentes.

Une ironie qui n'est sans doute pas inadvertante nous soumet la question de savoir si une autre Europe est possible dix ans après un référendum constitutionnel qui nous promettait déjà à sa manière une autre Europe possible — et dont on mettra difficilement au compte du « non » que la promesse n'en ait pas été tenue, puisque ce texte nous est revenu à l'identique sous la forme du Traité de Lisbonne (à quelques déclarations ronflantes près qui n'engageaient que de l'encre sur du papier). Moyennant quoi, il nous a été permis d'expérimenter en vraie grandeur en quoi consistait cette version-là de « l'autre Europe possible ». Il est vrai que les mêmes annoncent la bonne nouvelle de l'Europe sociale depuis 1992 — où l'on aperçoit tout de même que certaines choses continuent de bien prendre leur temps, et que l'autre Europe possible est une longue patience.

“Lire aussi Antoine Schwartz, « [Quand l'euro enfiévrerait les rédactions](http://www.mondediplomatique.fr/2012/01/SCHWARTZ/472061) [<http://www.mondediplomatique.fr/2012/01/SCHWARTZ/472061>] », Le Monde diplomatique, janvier 2012.” Comme toujours avec les patiences, il y a ceux qui ont les moyens d'attendre et ceux qui ne les ont pas. Bourdieu rappelait combien la skholé, le loisir, la position scolastique, et plus généralement la distance d'avec les nécessités matérielles, donnent en partie leur principe caché à la hauteur de vue, à la pensée globale, qui s'admirent elles-mêmes de se voir si capables d'embrasser l'histoire longue, et de se projeter à cent ans — il est bien certain qu'on peut se payer le luxe de contempler des horizons séculaires quand

soi-même on ignore tout de l'idée de fin de mois. Aussi ces esprits bien installés, dégagés de toute urgence matérielle, ont-ils le loisir d'envisager les avenir les plus lointains et de former en chambre des plans grandioses, solutions de papier coupées de tout, pour qui la durée n'est qu'une abstraction : qu'en chemin des générations soient sacrifiées, voire carrément que des peuples crèvent comme c'est le cas en ce moment, ce sont des considérations minuscules au regard de l'Idée majuscule dont ces esprits se font les desservants — en quelque sorte les œufs nécessairement cassés pour faire l'omelette de l'Histoire.

Les prérequis passionnels de la démocratie formelle

En cette époque qui ne corrige le sur-place intellectuel que par les accélérations imaginaires du gouvernement mondial, ou continental, il aura fallu presque deux décennies pour que certains se rendent compte qu'il y avait un problème avec l'euro, et qu'ils commencent à le dire — en gros il a fallu la décapilotade à grand spectacle pour que leurs yeux s'écarquillent et que leurs bouches finissent par s'ouvrir. Les voilà maintenant qui, réécrivant l'histoire, enfin surtout la leur, prétendent avoir dès le début lancé de vigoureux avertissements [1], ou bien proposent un nouveau tour de manège institutionnel, cette fois-ci avec un parlement de l'euro, dernière trouvaille en date destinée à nous rendre la monnaie unique enfin démocratique [2] — se peut-il qu'on nous ait menti et qu'elle ne l'ait pas toujours été ?

Le « manifeste pour une union de l'euro » publié début 2014 à l'initiative, entre autres, de Pierre Rosanvallon [3], offre ainsi un concentré des taches aveugles de l'européisme social-démocrate qui, confondant la substance et les attributs, imagine que planter quelque part un nouveau parlement vaut ipso facto constitution politique de l'euro. Malheureusement il n'en est rien. Encore faut-il pour s'en apercevoir s'être formé une idée tant soit peu profonde de ce qu'est une communauté politique véritable, dont les institutions formelles ne sont que la superstructure. Le mot ici est à comprendre en un sens non-marxiste, pour souligner que le principe fondamental de la démocratie, tel qu'il est mis en œuvre dans les institutions formelles, à savoir la loi de la majorité, ne se soutient pas de lui-même, mais n'est opératoire que sous des conditions de consistance communautaire préalable, dont il faudrait être fou pour les imaginer réunies dans l'Europe d'aujourd'hui.

Est-ce à dire qu'elles ne pourraient jamais l'être ? Evidemment non. Car ce qu'il faut entendre ici par

« consistance communautaire » n'a rien à voir avec d'imaginaires propriétés substantielles des peuples — « la nature ne crée pas de nations » rappelle Spinoza dans le Traité théologico-politique. C'est l'histoire qui les crée. Elle a d'ailleurs suffisamment montré sa capacité à former des peuples de peuples — peu ou prou toutes les nations européennes, qui, ex post, semblent parfaitement unitaires à nos regards habitués, ont procédé de ce schéma de composition de l'hétérogène. Il n'y a aucune raison a priori que l'Europe en soit privée. Mais il n'y en a pas davantage qu'elle en jouisse nécessairement. Il y a surtout à se poser la question toute prosaïque, mais comme toujours politiquement décisive : quand ? Dans combien de temps ? C'est-à-dire, en l'occurrence, avec quelles difficultés réelles à surmonter ?

C'est qu'il y a en effet des conditions passionnelles de possibilité de la loi majoritaire. Ces conditions demandent qu'il existe entre les membres de la communauté politique un affect d'appartenance, un affect commun suffisamment puissant pour tenir la minorité à la communauté, c'est-à-dire pour éviter que la fraction mise en minorité n'ait aussitôt l'envie de faire sécession pour aller refonder ailleurs sa propre communauté politique [4].

A certains politologues n'ayant visiblement aucune compréhension du fait politique, il faut donc des épisodes maximaux, c'est-à-dire des cas de séparatisme aigu, comme il a failli s'en produire un en Ecosse — un cas spécialement intéressant d'ailleurs puisqu'il est d'un séparatisme moins « identitaire » que « politique » — pour apercevoir, mais généralement trop tard, tous les prérequis invisibles du fonctionnement ordinaire des institutions démocratiques — et ce qu'il en coûte de les ignorer. Ce prérequis passionnel de l'affect commun d'appartenance, seul à même de rendre viable le dissensus démocratique organisé sous la loi majoritaire, est-il satisfait dans le cas de l'Union européenne ? Non. Chez qui fait-il suprêmement défaut ? La Grèce, vers qui tous les regards accusateurs se tournent systématiquement ? L'Espagne qui, Podemos arriverait-il au pouvoir, connaîtrait le même sort ? Non : l'Allemagne. Est-il possible de parler de l'Allemagne ? Non plus [5].

Toute mise en cause de l'Allemagne est aussitôt accueillie aux glapissements de « germanophobie ». Il faut sans doute avouer qu'on trouve assez souvent le pire en cette matière, et qu'il est bien des discours sur l'Allemagne qui sentent le fusil Lebel et la ligne bleu horizon. Mais enfin la mauvaise monnaie intellectuelle ne devrait pas en principe chasser la bonne, ou au moins ne pas restreindre les droits légitimes de l'analyse – et empêcher que soient posées quelques questions. C'est pourtant le cas, si bien que l'accusation de germanophobie est devenue en Europe, spécialement en France, l'asile de la cécité volontaire.

Loi de la majorité et doctrine monétaire :

la complication allemande

Il faudra bien pourtant se demander quel sens tant soit peu exigeant peut prendre « autre » dans « une autre Europe », et puis ce qui en hypothèque principalement la possibilité. C'est ici qu'il faudra en venir à l'Allemagne, non pas qu'elle pose des problèmes différents de (presque) tous les autres pays quand il s'agit de la domination du néolibéralisme, mais parce que, à ce problème général, elle donne une complication pour le coup tout à fait singulière.

Or voici : une autre Europe, c'est une Europe démocratique. Et une Europe démocratique, c'est une Europe décidée à vider le Traité de toute sa troisième partie pour rendre tous les contenus de politique publique à la délibération démocratique ordinaire. C'est-à-dire pour les soumettre de nouveau à la loi majoritaire. Cet impératif démocratique frappe de nullité toute discussion sur « l'autre Europe possible » qui contourne les deux questions suivantes : 1) l'Allemagne accepterait-elle que le statut de la banque centrale, la définition de ses missions, les règles de déficit et de dette, le régime de la circulation des capitaux, redeviennent matière ordinaire à délibération parlementaire ?, et 2) l'Allemagne accepterait-elle d'être mise en minorité sur l'un ou l'autre de ces sujets ? On peut bien d'ailleurs, si l'on veut « dégermaniser » le problème et poser la question à la cantonade : on verra bien qui répond quoi, et qui se qualifie, ou se disqualifie, à l'Europe réellement démocratique, seule configuration admissible de l'« autre Europe possible ». En tout cas, l'incapacité d'apporter des oui catégoriques à ces deux questions ramène tout projet d'« euro démocratique » à l'état d'élucubration spectrale — ou bien de cynique mensonge.

Je crois cependant qu'on se trompe, et même de beaucoup, quand on présente l'Allemagne sous les traits d'une agressive volonté de puissance. L'Allemagne est bien plutôt un hégémon à contrecœur, un dominant qui n'avait pas de projet positif de domination et n'a fini par prendre les commandes que sous le coup d'une angoisse fondamentale — mais qui ne détermine pas moins à la brutalité : l'angoisse de voir altérés des principes monétaires qui lui sont plus chers que tout, puisqu'ils sont devenus le cœur symbolique de la reconstruction nationale allemande après-guerre, parce qu'ils ont acquis par là une portée transpartisane et pour ainsi dire méta-politique, et parce que leur sanctuarisation absolue, par voie constitutionnelle, en l'occurrence par l'inscription dans les traités, a été posée comme la contrepartie sine qua non de la participation allemande à la monnaie unique.

Dans ces conditions, imaginer que l'Allemagne pourrait accepter de remettre aux aléas de la loi majoritaire des principes aussi fondamentaux, d'une valeur symbolique aussi élevée à ses propres yeux, n'est pas une anticipation raisonnable, je veux dire propre à un horizon temporel raisonnable, sans doute plus rapproché que celui des esprits scolastiques qui jonglent communément avec l'Histoire Universelle, et ne regardent pas à la dépense en matière de générations sacrifiées.

Gerxit ?

On pourrait même dire davantage : dans la prolifération des « X-xit », ce mot-valise destiné à désigner les candidats à la sortie plus ou moins brutale de la zone euro voire de l'Union elle-même, où on trouve déjà le Grexit (la Grèce), le Brexit (la Grande-Bretagne) et même l'Iberixit (l'Espagne — on ne sait jamais, si Podemos...), une monumentale tache aveugle empêche de voir le sortant potentiel peut-être le plus sérieux : le Gerxit — l'Allemagne.

Car rêvons un peu, et imaginons pour le plaisir « l'autre euro possible ». Aucune de ses dispositions ne figure plus dans le Traité, toutes ont été rendues au parlement de l'euro. Et voici qu'une majorité se forme pour remettre la BCE sous contrôle politique, pour lui assigner mission de soutenir la croissance et l'emploi, voici que les règles budgétaires automatiques sont supprimées au profit d'une pragmatique conjoncturelle, que la question de l'annulation de certaines dettes est posée, enfin qu'il est envisagé de restreindre les marges de manœuvre des marchés pour neutraliser leurs repréailles contre une réorientation progressiste de la politique économique. Qui peut croire que l'Allemagne, sans doute d'autres pays avec elle, mais l'Allemagne au premier chef, accepterait cet « autre euro »-là ? Mise en minorité, c'est elle qui partirait au nom de la sauvegarde de ses principes considérés comme des enjeux vitaux. Et « l'autre euro » se ferait sans elle — s'il y a quelque sens à une monnaie unique européenne sans l'Allemagne...

On opposera sans doute que les élites françaises par exemple — qui ne sont donc pas allemandes... — n'en défendent pas moins, et mordicus, les mêmes principes de politique économique, en fait adéquats aux exigences du capital auquel ces élites ont tout cédé. Et c'est vrai ! Mais la Grèce en février, peut-être l'Espagne cet automne, montrent que le miracle d'une réelle alternance politique ne peut jamais être complètement exclu — et avec lui celui d'un projet de réorienter radicalement la politique économique. Toutes choses égales par ailleurs, ceci ne se produira pas en Allemagne, pour des raisons qui tiennent à l'ancrage symbolique de la doctrine néolibérale (ordolibérale), ailleurs

simplement idéologique, donc en principe susceptible d'être politiquement défaite.

Rien de ceci bien sûr ne signifie que, même à propos de la question monétaire, la société allemande ne soit qu'un bloc. Il n'y a jamais, nulle part, à propos de n'importe quelle question, de monolithisme unanimitaire. Des économistes comme Peter Wahl ou Wolfgang Streeck, et d'autres, ou bien les manifestations au pied de la BCE à Francfort, attestent que la société allemande a sa part de dissensus et de contradictions même quand il s'agit de doctrine monétaire. Mais la question est de savoir où se situe son centre de gravité à ce sujet, quelle est sa consistance, et quelles sont les chances, à horizon raisonnable, de le déplacer significativement.

Si donc l'on cherche les raisons de l'impossibilité d'un autre euro, c'est d'abord de ce côté, du côté du point de plus forte résistance, qu'il faut avoir la lucidité de regarder. Et puis aussi du côté de l'expérience grecque, ou plutôt de ce que l'Union européenne sous principes allemands fait subir à la Grèce. Car nous savons maintenant ce que pèse une crise humanitaire en face d'une orthodoxie monétaire : rien.

Entre le FN et le bloc eurolibéral,
une symbiose fonctionnelle

Tous les secteurs de la gauche qui se sont accrochés si longtemps à la fable « Un autre euro est possible » devraient trouver dans l'expérience grecque matière à quelques méditations, et peut-être à quelques révisions. Car les quatre premiers mois de Syriza ont confirmé les termes d'une rigoureuse alternative telle qu'elle vaut pour tous : plier ou sortir. Entre la complète résipiscence et l'affranchissement radical, il n'y a pas, il n'y aura pas, de tiers terme.

“Lire aussi Stelios Kouloglou, « [Grèce, le coup d'Etat silencieux](http://www.monde-diplomatique.fr/2015/06/KOULOGLOU/53102) [<http://www.monde-diplomatique.fr/2015/06/KOULOGLOU/53102>] », Le Monde diplomatique, juin 2015.” On cherche alors avec peine à expliquer que la gauche (la vraie) demeure ainsi interdite face au verrou qui frappe d'impossibilité radicale toute politique progressiste. Il y va sans doute des fourvoiements d'un internationalisme aussi louable en principe que mal pensé en réalité — mais il faudrait beaucoup de temps pour s'expliquer complètement sur ce point et, pour ce qui me concerne, j'ai déjà eu l'occasion de le faire ailleurs [6].

Il y va surtout, et en fait de plus en plus, d'une déformation monstrueuse du débat politique qui a conduit à faire de la sortie de l'euro le monopole du Front

National, et en fait le stigmatisme même de l'extrême droite. Que le duopole indifférencié des partis de gouvernement, assisté de tout son appareil médiatique, se complaise dans cet argument ignominieux, la chose n'a rien pour surprendre. Elle est même bien faite pour indiquer le véritable rapport qui a fini par s'établir entre le FN et ce qu'on pourrait appeler le massif eurolibéral (dans lequel, on l'a compris, PS et UMP sont deux composantes de mieux en mieux substituables et en fait tendanciellement identiques). Ce rapport est de symbiose fonctionnelle — évidemment déniée par la comédie de l'intransigeance républicaine [7].

Un rapport de symbiose puisque le bloc eurolibéral se sert du FN comme disqualificateur universel, et renvoie systématiquement à l'extrême droite tout programme économique de rupture, quelle qu'en soit la teneur et quel qu'en soit le porteur. Le FN est ainsi devenu fonctionnellement nécessaire au bloc eurolibéral qui, à bout d'argument, ne peut plus se maintenir qu'à l'aide de l'extrême droite, dont il se sert comme un point d'assimilation auquel renvoyer toute critique économique radicale. Et en effet : comment mieux garantir la normalisation du débat qu'en assimilant toute dissidence à cette référence qui la frappe aussitôt d'indignité ?

Symétriquement, le FN prospère sur l'apparence de différence manifeste d'avec le massif eurolibéral, et ne continue de croître que tant qu'il peut revendiquer cette singularité. Mais le peut-il ? La différence manifeste n'est-elle pas que de l'ordre de l'apparence ? Mis à part son racisme congénital, et en fait constitutionnel, qui restera sans doute sa particularité (en tout cas il faut l'espérer...), on prête au FN de devoir ses succès récents à son inflexion économique en direction des classes populaires, et notamment à sa préemption du thème de l'euro. C'est à ce sujet qu'il faudrait y regarder de plus près.

Le FN, le capital et l'euro

En toute rigueur, le débat sur l'euro a sa parfaite légitimité propre, et n'a aucunement à prendre en considération cette préemption, qui n'est en fait qu'une pollution. En réalité il l'a d'autant moins qu'on peut soutenir que, le FN arriverait-il au pouvoir, il ne ferait pas la sortie de l'euro. En voici la raison : du moment où la perspective de l'arrivée du FN au pouvoir prendrait consistance, le grand capital pactiserait avec lui. Il le ferait sans la moindre hésitation car, l'histoire l'a suffisamment montré, le capital ne se connaît aucun ennemi à droite, et aussi loin qu'on aille à droite.

Il y a là, incidemment, de quoi faire ravalier leur dégueulis à tous ces misérables personnages qui n'ont rien eu de plus pressé que de poser un signe égal entre Front National et Front de gauche — et je le dis avec d'autant plus de liberté que je ne suis pas membre du Front de gauche, et que j'ai même de sérieux désaccords avec sa ligne actuelle. Mais enfin il n'est pas besoin d'être extralucide pour imaginer ce que serait l'attitude du capital face à un Front de gauche aux portes du pouvoir : il y a tout lieu de penser en effet qu'il chercherait moins à pactiser qu'il n'entrerait en mode « guerre », et même « guerre à outrance ». Il y a de quoi être atterré, et prendre la mesure du degré de corruption intellectuelle du débat politique contemporain, de devoir rappeler, contre ce mécanisme d'assimilation-disqualification évoqué à l'instant, l'asymétrie élémentaire, en réalité l'antinomie radicale, entre Front National et Front de gauche, que seuls les tauliers de la symbiose fonctionnelle peuvent avoir la bassesse de nier — misérables stratagèmes, qui signalent en réalité les régimes rendus à toute extrémité.

En tout cas le capital pactisera avec le FN. Et voici quels seront les termes de la transaction : le capital apportera ce qu'il sait apporter de mieux : de l'argent — de l'argent pré-électoral, post-électoral, de l'argent. Et puis aussi de l'assistance technique en prêtant ses cadres les mieux disposés. Mais la contrepartie sera que le FN ne touche pas à l'euro. C'est que l'euro dans sa construction d'ensemble est la plus puissante machine à discipliner le salariat que le capitalisme contemporain ait inventée, et cela, en effet, le capital ne permettra pas qu'on y touche.

Nul doute qu'il obtiendra complète satisfaction, et si l'on ajoute à ça que le « modèle économique » du FN consiste en réalité en une sorte de néo-corporatisme reaganisé essentiellement adressé aux patrons de PME, on mesurera l'imbécillité aussi bien intellectuelle que politique, de créditer le FN d'une posture « anti-système », c'est-à-dire de lui accorder sa principale revendication !, lui qui, parti de l'ordre, ne peut être que le parti du système, c'est-à-dire, autant que le bloc d'en-face, le parti du capitalisme, dont il propose simplement d'en revenir à une forme rétrograde — et il se confirme que les promesses de changement social faites par le FN aux classes populaires tourneront à la plus cruelle des désillusions.

Ces raisons-là n'étaient nullement nécessaires, mais elles devraient être en principe suffisantes pour déchirer le voile de stupéfaction qui, sous la forme du FN, a été jeté sur le débat de l'euro. Elle devrait l'être d'autant plus que s'y ajoute le démenti catégorique apporté par l'expérience grecque. Double démenti en vérité : démenti de la fiction d'une transformation de l'intérieur des institutions de l'euro ; démenti surtout de l'assimilation à l'extrême droite de tout projet de s'affranchir de la camisole ordolibérale et de la monnaie unique.

On dira, précisément, que Tsipras se bat pour rester dans l'euro. Mais d'une part, comme on pouvait en fait l'annoncer avant même son arrivée au pouvoir, ce combat est voué à l'échec [8], et n'admet pour seule alternative au renoncement que la sortie de l'euro. Et, d'autre part, Syriza doit compter avec une forte minorité interne, à laquelle s'ajoute une opposition externe de gauche qui, elles, plaident résolument pour la sortie de l'euro. Et que même l'éditorialisme le plus malhonnête aura du mal à faire passer pour des fourriers du nationalisme xénophobe. La vérité, c'est que cette gauche radicale-là, internationaliste — mais d'un internationalisme réel, et non imaginaire —, décidée à ne pas se laisser intimider, est le seul véritable rempart contre l'extrême droite, la vraie, qui reprendrait sa marche en avant du moment où les eurolibéraux reviendraient au pouvoir à Athènes.

Mais on a beau multiplier les arguments, les cas et les expériences, il y a une forme de cécité ou de tétanie politique inexplicables qui laissent en France la gauche interdite, et incapable de conséquence. Les choses ne vont pas si vite qu'on croit, disais-je en introduction. On peut ne pas être par principe un militant de l'accélérationnisme et malgré tout commencer à trouver qu'il serait temps que ça se

bouge un peu maintenant.

 [Partager sur Facebook](#)

Notes

- [1] Daniel Cohen, « [La crise tient fondamentalement aux vices de la construction de la zone euro](http://lexpansion.lexpress.fr/actualite-economique/daniel-cohen-des-economistes-ont-joue-les-pythies_1394262.html) [http://lexpansion.lexpress.fr/actualite-economique/daniel-cohen-des-economistes-ont-joue-les-pythies_1394262.html] », L'Express, 5 juin 2013.
- [2] Thomas Piketty, « [Il faut donner un parlement à l'euro](http://www.lemonde.fr/europeennes-2014/article/2014/05/20/thomas-piketty-la-democratie-contre-les-marches_4421986_4350146.html) [http://www.lemonde.fr/europeennes-2014/article/2014/05/20/thomas-piketty-la-democratie-contre-les-marches_4421986_4350146.html] », Le Monde, 20 mai 2014.
- [3] « [Manifeste pour une union de l'euro](http://www.lemonde.fr/idees/article/2014/02/16/manifeste-pour-une-unionpolitique-de-l-euro_4366865_3232.html) [http://www.lemonde.fr/idees/article/2014/02/16/manifeste-pour-une-unionpolitique-de-l-euro_4366865_3232.html] », Le Monde, 17 février 2014.
- [4] Lire « [Un peuple européen est-il possible ?](http://www.monde-diplomatique.fr/2014/04/LORDON/50301) [http://www.monde-diplomatique.fr/2014/04/LORDON/50301] dans Le Monde diplomatique d'avril 2014.
- [5] Voir le dossier du Monde diplomatique de mai 2015, « [L'Allemagne, puissance sans désir](http://www.mondediplomatique.fr/2015/05/A/52957) [http://www.mondediplomatique.fr/2015/05/A/52957] ».
- [6] Lire « [Leçons de Grèce à l'usage d'un internationalisme imaginaire \(et en vue d'un internationalisme réel\)](#) », 6 avril 2015. Voir également La Malfaçon. Monnaie européenne et souveraineté démocratique, Les Liens qui Libèrent, 2014.
- [7] Lire Joël Gombin, « [Mythologie du front républicain](http://www.monde-diplomatique.fr/2015/03/GOMBIN/52740) [http://www.monde-diplomatique.fr/2015/03/GOMBIN/52740], Le Monde diplomatique, mars 2015.
- [8] Lire, sur ce blog, « [L'alternative de Syriza : passer sous la table ou la renverser](#) », 19 janvier 2015.

[Signaler un contenu illicite.](#)

La pompe à phynance

Les blogs du Diplo

L'euro, ou la haine de la démocratie

lundi 29 juin 2015, par Frédéric Lordon

413 commentaires

Forcément, ça leur a coupé la chique. Qu'on puisse jouer la carte de la démocratie, c'est la chose qui est maintenant tellement hors de leur entendement qu'elle les laisse toujours sidérés, pantois et démunis. Vraiment, à cet instant, on aurait voulu voir leurs têtes, mâchoires décrochées comme des tiroirs de commodes fraîchement cambriolées : Sapin, Hollande, Moscovici, leurs experts organiques, leurs journalistes de propagande, tous ceux qui n'ayant que la « modernité » à la bouche se sont si constamment efforcés d'en finir avec le peuple, pénible démos, et pénible démocratie quand il lui vient à l'idée de ne pas se contenter de valider ce qui a été décidé pour elle. Mais c'est une némésis et personne n'y pourra rien : il vient toujours un moment où la politique chassée par la porte revient par la fenêtre. Plus elle a été chassée obstinément d'ailleurs, et plus ses retours sont fracassants.

Le référendum, ou le retour du refoulé

Et c'est vraiment le retour du refoulé sous tous les rapports : celui de la mauvaise conscience notamment. C'est qu'on peut difficilement porter la démocratie en bandoulière, en faire des chartes à enluminures ou des hymnes à la joie, un modèle offert au monde (éventuellement à coup de frappes aériennes), et la bafouer à ce point à domicile.

Prononcer le mot « référendum », c'est en effet immanquablement faire resurgir le spectre du Traité constitutionnel de 2005, celui de l'acharnement jusqu'à ce que ça dise oui, ou du contournement si ça persiste à dire non. Celui du putsch également, à l'image du débarquement en 2011 de Georges Papandréou, ordinaire socialiste de droite qui n'avait rien de bien méchant, mais avait fini par s'apercevoir qu'on approchait des seuils où férule macroéconomique et tyrannie politique deviennent dangereusement indistinctes, et éprouvé le besoin d'un mandat légitime en soumettant le mémorandum à son peuple... par référendum. Appliquant une doctrine en fait formée de longue date puisqu'elle est intrinsèque à l'Union monétaire même, mais dont la formulation pleinement

explicite attendra 2015 et l'inénarrable Juncker – « il n'y a pas de choix démocratiques contre les Traités européens »... –, il avait suffi aux institutions européennes de quelques pressions de coulisses pour obtenir le renversement de l'imprudent, et nommer directement le banquier central Papademos premier ministre ! – c'est tellement plus simple –, qui plus est à la tête d'une coalition faisant, pour la première fois depuis les colonels, entrer au gouvernement un parti ouvertement d'extrême-droite (Laos), particularité qui n'avait pas davantage ému le journalisme d'accompagnement à l'époque (il n'a pas manqué depuis de pousser des cris de putois quand Syriza a fait alliance avec la droite souverainiste d'Anel).

C'est tout ce lourd passé, et même ce lourd passif, qui se trouve replié dans le mot « référendum », le sale petit secret de toute une construction institutionnelle qui ne se sent pas d'autre devoir vis-à-vis de la démocratie que celui du simple oblat verbal, de la célébration en mots, et en réalité n'a pas d'autre projet la concernant que d'extinction méthodique.

Comme on trouve encore des gens suffisamment acharnés pour contester que les Traités donnent à l'Europe le caractère d'une entité néolibérale, on en trouve de suffisamment bêtes pour nier qu'ils entraînent la moindre perte de souveraineté – expérience récemment faite au contact, tout à fait fortuit, d'un député socialiste dont, par charité chrétienne on ne dira pas le nom. Comme la chose est inhérente aux traités mêmes dont, rappelons-le, la caractéristique première tient au fait (monstrueux) d'avoir constitutionnalisés des contenus substantiels de politique économique, comme la chose est inhérente aux traités, donc, et qu'ils ne l'ont pas vue, ils ne doivent pas avoir davantage connaissance de la manière dont se déroulent les négociations depuis 2011, et particulièrement celles de ces dernières semaines. Car la Troïka ne se contente pas d'imposer un cadrage macroéconomique délirant, elle entend également en imposer le détail – et décider elle-même, dans le menu, des augmentations d'impôt et des baisses de dépenses, c'est-à-dire prendre en mains directement l'intégralité des commandes.

Que le gouvernement Syriza, à l'encontre de ses propres engagements électoraux, ait accepté de se couler dans la logique du mémorandum et de jouer le jeu de l'ajustement budgétaire n'était pas encore assez : car la Troïka ne demande pas qu'un objectif global, mais aussi la manière. Il n'est pas suffisant que la Grèce s'impose une restriction supplémentaire de 1,7 point de PIB, il faut qu'elle la compose comme il faut. Par exemple l'augmentation du taux d'imposition sur les sociétés de 26 % à 29 %, ainsi que la taxe exceptionnelle de 12 % sur les profits supérieurs à 500 000 euros ont été refusées par la Troïka au motif qu'elles étaient... de nature à tuer la croissance ! – ou quand l'étrangleur déconseille à ses victimes le port du foulard. En revanche la Troïka tient beaucoup à ce qu'on en finisse avec la petite allocation de solidarité servie sur

les retraites les plus pauvres – le décile inférieur a perdu jusqu’à 86 % de revenu disponible de 2008 à 2012 [1] ... c’est donc qu’il reste 14 bons pourcents : du gras ! Elle refuse la proposition grecque de taxer les jeux en ligne, mais demande la fin du subventionnement du diesel pour les agriculteurs – des nantis. Et tout à l’avenant.

Les institutions de la haine politique

“Lire Sanjay Basu et David Stuckler, « [Quand l’austérité tue \[http://www.monde-diplomatique.fr/2014/10/BASU/50879\]](http://www.monde-diplomatique.fr/2014/10/BASU/50879) », Le Monde diplomatique, octobre 2014.” On pourrait se perdre à l’infini dans ces détails qui disent tous le délire idéologique additionné d’instincts sociaux meurtriers – au sens presque littéral du terme, car rompre avec le fléau du gouvernement par abstractions macroéconomiques demande de prendre connaissance du tableau des conditions concrètes d’existence de la population grecque à l’époque de l’austérité, entre baisse de l’espérance de vie, explosion du taux de suicide, effondrement de la qualité des soins, etc [2]. On pourrait dire tout ça, donc, mais on n’aurait pas dit l’essentiel, qui tient à une forme de haine politique, comme il y avait jadis des haines religieuses, mais, fait inédit, une haine politique institutionnelle, une haine portée par des institutions. Depuis le premier jour, les institutions européennes n’ont pas eu d’autre projet que de faire mordre la poussière au gouvernement Syriza, d’en faire, par un châtement exemplaire, une leçon à méditer par tous les autres pays qui pourraient avoir à l’idée eux aussi de ne pas plier, comme s’il fallait annuler l’événement de la première authentique alternance politique en Europe depuis des décennies.

Chaque régime politique, même celui qui a de la démocratie plein la bouche, a ses points d’impensable, ses interdictions formelles et ses exclusions catégoriques. La dite « démocratie parlementaire », qui fait vœu de débattre de tout, s’est en fait constituée comme le régime politique de défense de la propriété privée du capital (et de toutes les prérogatives qui y sont attachées), c’est pourquoi elle accepte qu’on débattre de tout sauf de la propriété privée du capital (et de toutes les prérogatives qui y sont attachées) [3] – et l’histoire a suffisamment montré de quoi la « démocratie » était capable quand le peuple des manants avait l’idée de s’en prendre au règne du capital. Pour autant, dans ce périmètre-là, il restait un peu de marge à explorer. C’était encore trop pour une construction néolibérale comme l’Union européenne qui a saisi la fenêtre d’une époque pour réduire autant qu’elle le pouvait le cercle du discutable : les formes de la concurrence intérieure, le statut de la banque centrale, la nature et les cibles de la politique monétaire, les orientations de la politique budgétaire, le rapport

aux marchés financiers : toutes ces choses ont été irrévocablement tranchées par inscription constitutionnelle dans les traités, à la fin expresse qu'à leur sujet le débat soit clos.

Comment s'étonner qu'une construction aussi congénitalement libérale se soit donné des institutions qui suintent à ce point la haine de tout ce qui est progressiste ? Syriza ne pouvait pas être un partenaire : elle a été d'emblée, et en fait très logiquement, considérée comme un ennemi. L'ennemi ici, c'est celui qui veut vous forcer à rediscuter de ce que vous avez décrété soustrait à toute discussion. Aussi bien le référendum (à supposer qu'il ne devienne pas sans objet d'ici dimanche) que l'imminente sortie de l'euro sont des affirmations du droit de rediscuter – des affirmations du principe démocratique.

Le droit de rediscuter se paye cher en Union européenne. Dans un mouvement misérable qui ajoute à la considération qu'on peut lui porter, l'Eurogroupe, entité informelle à la consistance juridique d'ailleurs incertaine, met tous ses efforts à ce qu'il soit le plus coûteux possible. Mais en réalité c'est toute la construction institutionnelle qui porte la responsabilité de ce qui est en train de se passer : car, à la fin des fins, c'est bien la Banque centrale européenne (BCE) qui donnera le coup de grâce en interrompant le refinancement des banques grecques.

Faut-il qu'elle soit grande la détestation de la souveraineté populaire pour ne pas même accorder l'extension du plan d'aide à l'échéance du référendum... Tout est dit d'une passion anti-démocratique européenne devenue si écumante qu'elle ne parvient même pas à se tenir à son propre ordre légal : c'est que le refinancement des banques, grecques ou autres, est une mission de la BCE, assignée par les traités, et dont l'accomplissement est sans rapport avec les vicissitudes latérales de tel ou tel ordre, fussent-elles celles d'un plan de sauvetage. Que la terminaison du plan de sauvetage mardi 30 juin s'accompagne, comme il en est lourdement question, de la fermeture du guichet ELA (Emergency Liquidity Assistance), où la totalité du système bancaire grec est vitalement suspendu, est une connexion dont la légalité est plus que douteuse eu égard à l'autonomie des missions de refinancement de la BCE. [Il faut vraiment convoquer les aruspices pour avoir le fin mot du communiqué publié dimanche 28 juin par la BCE, car l'annonce du maintien du programme ELA pour les banques grecques n'est accompagnée d'aucune mention d'échéance... de sorte qu'il peut bien se trouver interrompu à tout moment. Cependant, contre la menace lourdement sous-entendue de fermer l'ELA en conséquence de l'arrêt du plan de sauvetage le 30 juin, il pourrait être politiquement rationnel pour la BCE de ne pas aller jusqu'à se faire l'exécuteur anticipé des basses œuvres, et de maintenir son guichet ouvert jusqu'à l'échéance du référendum : c'est qu'on doit beaucoup compter dans les institutions européennes sur le fait que le contrôle des capitaux mis en place lundi 29 juin est un repoussoir électoral, et que la restriction de l'accès des

déposants à leurs encaisses monétaires est le plus sûr moyen d'aiguillonner le vote « oui ».]

En tout cas, on le sait bien, le simple fait d'avoir exclu les banques grecques des procédures ordinaires de refinancement pour les cantonner au guichet d'urgence de l'ELA n'avait d'autre propos que de leur faire sentir leur état de dépendance extrême, et de leur faire connaître le pouvoir discrétionnaire auprès duquel leur survie se renégocie quasi-quotidiennement – c'est-à-dire la possibilité qu'à tout moment le pouce s'abaisse. Comme toujours, c'est aux limites, et dans les situations de crise extrême, que les ordres institutionnels révèlent leur vérité. Ici toute la sophistication juridique de la construction européenne se ramène à un pouce levé ou bien baissé. Et la comédie du droit laisse voir à nu les rapports de force qu'elle cache ordinairement.

Le moment du chaos

“ Voir aussi « [Comment sauver vraiment la Grèce \[http://www.monde-diplomatique.fr/2015/07/A/53238\]](http://www.monde-diplomatique.fr/2015/07/A/53238) », Le Monde diplomatique, juillet 2015, en kiosques.” Techniquement parlant en tout cas, il est bien certain que la fermeture du refinancement auprès de la BCE, qu'elle survienne mardi 30 ou plus tard, effondrera le système bancaire grec dans la journée, et forcera, de fait, au réarmement de la Banque centrale grecque comme prêteur en dernier ressort, c'est-à-dire émetteur d'une liquidité qui ne sera pas reconnue par le SEBC (Système européen de banques centrales). On l'appellera de la drachme.

Effectuée dans une pareille urgence, la sortie grecque de l'euro ne pourra pas éviter le moment du chaos, et pour des raisons dont Syriza porte une part. Il est à craindre que le refus d'envisager dès le début la sortie de la monnaie unique, et d'en faire une menace crédibilisant d'ailleurs la position grecque dans le rapport de force, laisse aujourd'hui le gouvernement dans un état de totale impréparation. Le sens stratégique possible de l'accord de prolongation passé avec l'Eurogroupe le 21 février dernier aurait dû être de mettre à profit les quatre mois gagnés pour préparer logistiquement et politiquement la sortie.

Celle-ci est vouée à présent à s'opérer dans les plus mauvaises conditions. Il est même impossible que se fassent aussi vite l'ajustement technique du système des paiements et la conversion des espèces monétaires. Si bien qu'il y aura vraisemblablement un moment bizarre de double circulation monétaire pendant lequel des espèces émises par le système bancaire grec auront toutes les apparences de l'euro mais n'en seront pas moins des drachmes... qui en principe ne seront pas reconnues comme euros à l'extérieur alors même qu'elles leur ressembleront comme deux gouttes d'eau !

Rien de tout ça ne sera fait pour décourager le run bancaire, en fait déjà bien entamé puisqu'on évalue à 130 milliards d'euros les retraits opérés depuis janvier. Que les gens retirent des espèces si ça peut les tranquilliser, ça n'est pas le problème, en tout cas pour le système bancaire [4] : dès que la situation se stabilisera, ces fonds effectueront le mouvement inverse, et entre temps c'est la Banque de Grèce qui prendra le relais de la BCE pour maintenir les banques dans la liquidité. C'est que cet argent prene le large qui est un problème. Aussi un drastique contrôle des capitaux, avec contingentement des retraits, sera la mesure à prendre dès les toutes premières heures (elle est déjà prise au moment où ce texte est publié). Avec la dévaluation carabinée de la drachme qui suivra sa réintroduction, les Grecs y perdront du pouvoir d'achat international ? Oui, et ça sera comme ça. Par définition, la conversion est une opération purement nominale qui laisse invariant le pouvoir d'achat interne... à l'inflation importée près. Or vu la dégringolade anticipée de la drachme, celle-ci sera conséquente. La couronne islandaise qui a initialement perdu près des trois quarts de sa valeur contre euro a laissé derrière elle une inflation de 18 % en 2008. Mais les premières fluctuations sont toujours d'une ampleur extravagante, et vouées à s'ajuster plus raisonnablement à moyen terme : la couronne a été rapidement stabilisée 40 % en dessous de sa valeur de 2008, l'inflation est d'ailleurs redescendue en dessous des 5 % dès la mi-2009, elle est désormais proche de 0. Il en ira vraisemblablement de même avec la drachme.

Dans l'intervalle il faudra peut-être ajouter au contrôle des capitaux un dispositif de protectionnisme ciblé dans les marchés de biens et services. C'est que la balance courante grecque à très court terme va devenir déficitaire. Or l'interruption de tout flux financier entrant interdira de la financer par la partie « compte de capital » de la balance globale, et la position extérieure nette de la Grèce va se détériorer. Il faudra donc réduire la flambée des importations, alors que l'effet de renchérissement de leur prix devrait d'abord l'emporter sur celui de contraction des volumes. Evidemment il est vital que les entreprises continuent d'avoir librement accès aux biens étrangers d'équipement ou de consommation intermédiaire. Le dispositif protectionniste devra donc être ciblé sur les (certains) biens de consommation (hors énergie notamment), et ceci jusqu'à ce que les exportations « réagissent » à la dévaluation de la drachme – en général dans un délai de 12 à 18 mois (de ce point de vue, la sortie de l'euro se passe au plus mauvais moment possible de l'année puisqu'il est trop tard pour que le tourisme, qui est le secteur le plus dynamique du commerce international grec, enregistre l'effet, et qu'il faudra attendre la saison prochaine pour en recueillir les bénéfices). L'énorme incertitude achèvera de mettre en carafe le peu d'investissement qui restait (le taux d'investissement est tombé à 12 % en

2014 [5]...). Tous ces effets ajoutés à la désorganisation initiale promettent à la croissance grecque de plonger. Il faut avoir le courage de le dire : le début va être une épreuve.

Cette épreuve n'a de sens, économiquement parlant, que parce qu'elle ouvre par ailleurs de nouvelles opportunités et restaure de nombreux degrés de liberté absolument fermés dans le cadre des institutions de l'euro. En premier lieu elle permet d'en finir avec l'austérité, dont les nouvelles mesures ne relâchaient rien : la Grèce se trouvait enjointe de dégager un excédent primaire de 1 point de PIB cette année même, puis de 2 en 2016, puis de 3 en 2017, puis de 3,5 en 2018 ! Elle se trouve également soulagée des 26 milliards d'euros dus d'ici la fin 2015 à ses créanciers de toute sorte qu'elle va envoyer élégamment se faire foutre – 26 milliards d'euros [6], ça n'est pas loin de... 15 points de PIB ! Voilà à quoi la Grèce se saigne depuis tant d'années : à payer une dette que tout le monde sait insoutenable en dépit de tous ses rééchelonnements et, plus encore, dont elle ne porte pas la responsabilité ! Car les 80 points de PIB de dette pris depuis 2008 ne sont pas, comme le répète l'éditorialisme en pilotage automatique, « la dette de la Grèce » : c'est la dette de l'impérialisme européenne, la dette de la plus gigantesque erreur de politique économique de l'histoire du capitalisme, la dette de l'acharnement idéologique, dit plus brièvement : la dette de la zone euro – et par conséquent la dette dont il n'est que justice que la zone euro se la carre dans le train.

Le vrai visage des « amis de l'Europe »

En écrivant en janvier que l'alternative de Syriza était de passer sous la table ou de la renverser [7] et qu'il n'y aurait pas de tiers terme, en particulier que l'idée d'obtenir quoi que ce soit des institutions européennes, ou pire encore d'engager leur transformation de l'intérieur, était un rêve de singe, il faut bien avouer qu'on n'était pas prêt à parier grand-chose sur l'hypothèse du renversement. Hic Rhodus hic salta [8] comme dit l'adage latin. Et c'est là qu'on voit les vrais hommes politiques. Pour toutes les erreurs stratégiques qu'il a commises jusqu'ici, il se pourrait bien que Tsipras en soit un. C'est qu'il faut une sacrée consistance pour faire face à ce mélange de périls et de chances qui s'offre à lui aujourd'hui – qui s'offre à lui ? non, qu'il a fait advenir en se tenant au plus près de l'essence de la politique : la proposition faite au peuple de décider souverainement.

Comme Roosevelt se déclarait fier en 1936 d'être devenu objet de haine de l'oligarchie capitaliste qu'il avait décidé de défier carrément, Tsipras peut s'enorgueillir des tombereaux d'injures que lui réserve une oligarchie d'un autre type, le ramassis des supplétifs d'une époque finissante, et qui connaîtront le même destin qu'elle, la honte de l'histoire. La première chose que Jean

Quatremer a cru bon de tweeter consiste en photos de queues devant les distributeurs à billets. Et d'annoncer avec une joie mauvaise : « La Grèce sera donc en faillite mardi à minuit. Accrochez-vous ! ».

On voudrait que quelque archiviste de talent, conscient de ce qui se joue d'historique ces jours-ci, s'attache à collecter tout ce qui va se dire et qui méritera de rester, tout ce que pense et dit l'oligarchie quand, à l'épreuve d'un moment critique, elle jette enfin le masque – car cette fois-ci le masque est bel et bien jeté. « La Grèce, c'est fini » titre le JDD du 28 juin, dirigé par Denis Olivennes, l'un des Gracques à qui l'on doit cette tribune à valeur de document quasipsychiatrique publiée dans Les Echos, où l'on apprenait qu'il était urgent de « ne [pas laisser] Monsieur Tsipras braquer les banques » [9], textuellement, alors que le refus de restructurer la dette grecque jusqu'en 2012 n'a pas eu d'autres finalités que de sauver les banques allemandes, françaises, etc., ces banques où, précisément, prolifère la racaille Gracque, en effet la vraie racaille dans la société française – pas celle de Sarkozy –, ces « anciens hauts fonctionnaires socialistes » comme ils aiment à se présenter eux-mêmes, et qui en disent assez long sur l'état réel du « socialisme » français – pour ceux qui ne s'en seraient pas encore aperçus.



“Lire Pierre Rimbert, « [“Syryza delenda est”](http://www.monde-diplomatique.fr/2015/07/RIMBERT/53219) [http://www.monde-diplomatique.fr/2015/07/RIMBERT/53219] », Le Monde diplomatique, juillet 2015, en kiosques.” Bloomberg fait déjà des gorges chaudes de ce qu'on puisse envisager « sur les documents hautement techniques » de la Troïka de demander leur avis « aux mamies grecques » [10]. Mais c'est vrai, quelle idée ! La vraie démocratie est bien celle qui se contente de l'avis des économistes et des journalistes spécialisés de Bloomberg. Ou de Libération. Comme toujours les événements historiques, la sortie grecque sera un test de Rorschach en vraie grandeur, un bain photographique surpuissant. On peut le dire dès maintenant puisque la grande vidange est déjà à l'œuvre : l'oligarchie dégondée va montrer son vrai visage, et parler son vrai langage. Jean-Louis Bourlanges sur France Culture traite Tsipras de « terroriste révolutionnaire » [11] (sic), Quatremer relaie, écumant, les errances de Kathimerini, quotidien de droite qui qualifie le référendum de « coup d'Etat de bolcheviks », formidable moment de vérité où l'on va voir sans fard qui est qui et qui dit quoi. Oui, on voudrait vraiment que tout ceci soit méticuleusement consigné, pour qu'on sache ce qu'il en aura été de la « démocratie » en Europe à l'époque de la monnaie unique. Et pour que cette

belle accumulation produise l'effet qu'elle est vouée à produire : celui du ridicule mêlé d'ignominie.

Et nous ?

Par un paradoxe qui doit tout aux coups de fouet de l'adversité, il se pourrait que cette avalanche de haine, car il n'y a désormais plus d'autre mot, soit le meilleur ciment des gauches européennes, et leur plus puissant moteur. Car la guerre idéologique est déclarée. Et il faudra bien cet état de mobilisation et de colère pour supporter ce qu'il va falloir supporter. Il ne faut pas s'y tromper : sauf à ce que tout l'euro parte en morceaux à son tour, hypothèse qui n'est certainement pas à exclure mais qui n'est pas non plus la plus probable, les yeux injectés de sang d'aujourd'hui laisseront bientôt la place à l'écœurant rire triomphateur des Versaillais quand la Grèce passera par le fond du trou. Car elle y passera. Elle y passera au pire moment d'ailleurs, quand Espagnols et Portugais, sur le point de voter, se verront offrir le spectacle du « désastre grec » comme figure de leur propre destin s'ils osaient à leur tour contester l'ordre de la monnaie unique. Ce sera un moment transitoire mais terrible, où, sauf capacité à embrasser un horizon de moyen terme, les données économiques de la situation n'offriront nul secours, et où l'on ne pourra plus compter que sur la colère et l'indignation pour dominer toutes les promesses de malheur. En attendant que se manifestent les bénéfices économiques, et plus encore politiques, du geste souverain.

Que faire entre temps pour échapper à la rage impuissante lorsqu'on n'est pas grec ? Depuis février, on a vu fleurir des initiatives de solidarité où le réconfortant le dispute au dérisoire : c'est que la version KissKiss BankBank des Brigades internationales a surtout pour effet de dire quelque chose de l'époque... En réalité l'événement offre peut-être la meilleure occasion de redécouvrir, et pour certains de découvrir tout court, que l'internationalisme réel consiste moins dans le dépassement imaginaire des nations que dans la solidarité internationale des luttes nationales. Et dans leurs inductions mutuelles. Les Grecs sont sur le point de défier l'ordre néolibéral en son institution principale : la monnaie unique européenne. Pour nous qui souffrons des pouvoirs entièrement vendus à cet ordre, être à la hauteur de l'éclaireur grec ne réclame pas moins que de nous retourner contre nos gouvernements.

 [Partager sur Facebook](#)

Notes

- [1] Philippe Légé, « [Ne laissons pas l'Europe écrire sa tragédie grecque](http://www.atterres.org/sites/default/files/L_Europe_ecrit_sa_tragedie_grecque.pdf) [http://www.atterres.org/sites/default/files/L_Europe_ecrit_sa_tragedie_grecque.pdf] », Note des Economistes Atterrés, 30 avril 2015.
- [2] Sanjay Basu et David Stuckler, « [Quand l'austérité tue](http://www.monde-diplomatique.fr/2014/10/BASU/50879) [<http://www.monde-diplomatique.fr/2014/10/BASU/50879>] », Le Monde diplomatique, octobre 2014.
- [3] Inutile d'arguer des épisodes de « nationalisation » qui ont toujours été très partiels et n'ont jamais remis en cause l'essentiel, à savoir les rapports sociaux de production, inchangés même dans les enclaves de capitalisme d'Etat.
- [4] C'est un problème si cet argent retiré de la circulation monétaire cesse d'animer les échanges marchands.
- [5] Il était à 26 % en 2008...

- [6] Dont un accord avec l'Eurogroupe n'aurait couvert que 15 milliards d'euros, et encore sans compter le déblocage fractionné, par tranches de 7,5 milliards, bien fait pour activer à chaque fois une clause de revoyure.
- [7] « L'alternative de Syriza : passer sous la table ou la renverser », 19 janvier 2015.
- [8] « C'est ici qu'il faut sauter ».
- [9] Les Gracques, « Grèce : ne laissons pas Monsieur Tsipras braquer les banques [http://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/021137279879-grece-ne-laissons-pas-m-tsipras-braquer-les-banques-1128409.php] », Les Echos, 15 juin 2015.
- [10] « Tsipras Asking Grandma to Figure Out if Debt Deal is Fair [http://www.bloomberg.com/news/articles/2015-06-28/tsipras-asking-grandma-to-figure-out-if-greek-debt-deal-is-fair] », Bloomberg, 28 juin 2015.
- [11] « L'esprit public [http://www.franceculture.fr/emission-l-esprit-public-les-attentats-du-vendredi-26-juin-la-grece-face-aux-echecs-financiers-2] », France Culture, 28 juin 2015.

Signaler un contenu illicite.